



*Au service  
des peuples  
et des nations*

ENQUÊTE NATIONALE SUR LES ATTENTES DES JEUNES  
À L'ÉGARD DU PROCESSUS CONSTITUTIONNEL ET  
DE LA TRANSITION DÉMOCRATIQUE EN TUNISIE

**RAPPORT DE SYNTHÈSE**

**Crédit Photographique**

Amine Landolsi - [justfotoit.blogspot.com/](http://justfotoit.blogspot.com/)

**Design**

**abb** - Tél.: +216 22 915 858



**ENQUETE NATIONALE SUR LES ATTENTES DES JEUNES  
A L'EGARD DU PROCESSUS CONSTITUTIONNEL  
ET DE LA TRANSITION DEMOCRATIQUE EN TUNISIE**

**RAPPORT DE SYNTHESE**

Avril 2013



## TABLE DES MATIÈRES

CONTEXTE ET OBJECTIFS DE L'ENQUETE	4
INTRODUCTION	4
LA TRANSITION DEMOCRATIQUE EN TUNISIE	4
LES «JEUNES» ET LES DYNAMIQUES D'ENGAGEMENT	7
RESULTATS DE L'ENQUETE	10
LE PROCESSUS CONSTITUTIONNEL	16
ETAT DE DROIT : JUSTICE, JUSTICE TRANSITIONNELLE ET SECURITE	16
LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION	20
LA PARTICIPATION POLITIQUE DES JEUNES	22
ANALYSE DES RESULTATS	22
CONCLUSION	37
ANNEXE 1. METHODOLOGIE DE L'ENQUETE	38
ANNEXE 2. QUESTIONNAIRE	45
ANNEXE 3. LISTE DES ILLUSTRATIONS	52
ANNEXE 4. LISTE DES TABLEAUX	54

## Fiche de présentation de l'enquête

Organisme de financement de l'enquête	<b>Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD)</b>
Structure d'exécution	<b>TPAD (Technical and Practical Assistance to Development)</b>
Date de l'enquête	<b>Du 17 décembre 2012 au 9 janvier 2013</b>
Couverture géographique	<b>Les 24 gouvernorats de la Tunisie</b>
Taille de l'échantillon	<b>1100</b>
Langue d'administration du questionnaire	<b>L'arabe</b>
Nombre de questionnaires analysés	<b>1086</b>
Taux de réponse	<b>98,7%</b>
Méthode de l'enquête	<b>Enquête sur terrain (face à face)</b>
La méthode d'échantillonnage	<b>Méthode par quotas :</b> <b>1/ Choix de manière aléatoire d'un échantillon de zones géographiques d'interventions : les délégations</b> <b>2/ A l'intérieur de chaque délégation échantillonnée, sélection d'un échantillon de jeunes par la méthode des quotas</b>
Population cible	<b>Les jeunes tunisiens</b>
Logiciel d'analyse de l'enquête	<b>SPSS</b>
Tranche d'âge	<b>De 15 à 29 ans</b>
Principales caractéristiques des répondants	<ul style="list-style-type: none"> <li>• Milieu de résidence: milieu communal (67%), milieu non communal (30%)</li> <li>• Genre : Masculin (51.75%), féminin (48.1%)</li> <li>• Catégories socio professionnelles : Lycéens (26,4%), étudiants (15,1%), salariés du secteur privé (10,1%), salariés du secteur public (2,9%), travailleurs indépendants (12,7%), chefs d'entreprise (4%), chômeurs (16,7%), militaires (2,8%), femmes au foyer (11%) et autre (2,8%)</li> <li>• Niveau d'instruction : néant (1,7%), primaire et premier cycle de l'enseignement de base (16.3%), secondaire ou 2eme cycle de l'enseignant de base (45,3%) formation professionnelle (8,7%), universitaire (20%) et universitaire avancé (7,1%)</li> </ul>

## INTRODUCTION

Le présent rapport de synthèse présente les résultats d'une enquête empirique effectuée auprès d'un échantillon représentatif de jeunes tunisiens. Ce travail a été réalisé à la suite d'un appel d'offres lancé par le Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) pour l'élaboration d'une enquête nationale sur les attentes des jeunes à l'égard du processus constitutionnel et de la transition démocratique en Tunisie. Cette mission s'inscrit dans le cadre du projet « Appui au processus constitutionnel, parlementaire et au dialogue national ».

Deux ans après la Révolution du 14 janvier 2011, dont tout le monde s'accorde qu'elle fut menée par les jeunes, la question se pose de savoir (i) quelles sont, précisément, les aspirations de cette jeunesse et (ii) si elles ont ou non été prises en compte par les acteurs de la transition.

Un constat préliminaire, fruit de la simple observation de la scène publique tunisienne, révèle que la jeunesse, qui a été à l'avant-garde de la Révolution n'occupe pas le premier rôle dans la conduite des affaires du pays.

Mais si les jeunes semblent avoir été 'dépossédés' de leur Révolution, il convient au moins que leur voix soit entendue et leurs avis et recommandations pris en compte dans le cadre de la Constitution et, plus largement, de la transition démocratique.

L'objet de la présente étude est de contribuer à faire entendre la voix des jeunes sur plusieurs questions et enjeux relatifs au processus constitutionnel et à la transition en cours. Le recueil des informations permettra de conduire une analyse approfondie des aspirations et des besoins exprimés par les jeunes et de transmettre ceux-ci aux autorités chargées d'élaborer le nouveau cadre politique, juridique, économique et social du pays, y compris, notamment, l'Assemblée Nationale Constituante, le Gouvernement et les différents décideurs locaux et nationaux impliqués.

L'étude pourra également constituer un instrument de plaidoyer sur lequel les organisations de la société civile seraient susceptibles de s'appuyer pour faire parvenir les doléances des jeunes, en même temps qu'il aidera les différents acteurs de la transi-

tion-les partenaires techniques et financiers, les médias et les syndicats à mieux comprendre les enjeux, et orienter leurs actions sur la base de données pertinentes.

La situation économique et sociale en Tunisie est actuellement caractérisée par d'importantes disparités sociales, comme en témoigne l'existence de plusieurs groupes marginalisés. Du coup, les citoyens et, parmi eux, les jeunes, attendent beaucoup du processus constitutionnel en cours, afin de créer un environnement favorable à l'amélioration de leurs conditions de vie et de leur épanouissement dans la société.

Dans l'effervescence que connaît la Tunisie depuis décembre 2010, nous avons pu constater la place importante occupée par les jeunes tunisiens, ainsi que la motivation et l'implication d'un grand nombre d'entre eux dans les mobilisations politiques et sociales d'envergure (manifestations, réseaux sociaux, blogs, associations, partis politiques...). Or, le taux d'abstention parmi les jeunes aux élections du 23 octobre 2011 est un indicateur d'autant plus préoccupant, que l'impact de leur participation au processus démocratique s'en est trouvé largement minoré. Dès lors, une investigation au sujet de leurs attentes pourrait aider à mieux comprendre de telles dynamiques et à promouvoir leur participation dans la vie politique et sociale. Par ailleurs, le développement du pays ne peut être optimal que si toutes les tranches d'âge s'y engagent et y contribuent de manière effective.

C'est dans ce contexte qu'a été retenue l'idée de mener une enquête nationale auprès des jeunes sur leurs aspirations à l'égard du processus constitutionnel et de la transition démocratique. L'objectif général en est de mettre à la disposition de l'Assemblée Nationale Constituante et des acteurs de la transition des données à jour, fiables et précises sur les attentes des jeunes à l'égard de la Constitution. Cette étude devra également être conçue de manière à être un outil stratégique pour la promotion de l'implication des jeunes dans la vie politique et sociale du pays.

## LA TRANSITION DEMOCRATIQUE EN TUNISIE

Depuis la Révolution, la Tunisie traverse une période de transition politique, économique et sociale, qui représente une oppor-

tunité réelle de promouvoir la démocratie, de renforcer la société civile et de reconstruire les liens entre le gouvernement central et les gouvernements locaux d'un côté et la population d'un autre côté. La Révolution a également mis l'accent sur la marginalisation de plusieurs groupes dans la société, les inégalités entre les régions et la forte centralité de l'Etat. Ces disparités résultent de différentes causes, dont une distribution inégale des revenus nationaux et la concentration du pouvoir et des décisions entre les mains d'un parti hégémonique qui a gouverné le pays pendant plus de 23 ans.

### **L'évolution politique contemporaine**

Le développement constitutionnel en Tunisie trouve ses origines en 1857 lorsqu'Ahmed Bey, le Bey de Tunis, a promulgué le Pacte Fondamental qui contenait des garanties relatives aux droits de l'Homme, au droit de propriété et à la liberté de culte. La Constitution, première du genre dans le monde musulman, a été promulguée en 1861 par Sadok Bey, même si elle a été suspendue au bout de trois années, en raison d'une révolte qui a secoué le pays.

Le premier parti politique, le Destour (Constitution) a été créé en 1920 par le mouvement nationaliste. Plus tard, un groupe de jeunes du Destour, mené par Bourguiba, a fondé le Néo-Destour en 1934. Ce parti a joué un rôle déterminant dans l'Indépendance de la Tunisie en 1956. L'Indépendance a conduit à l'élection d'une Assemblée Constituante de 98 membres. L'écriture de la Constitution a pris 3 ans et a abouti à la proclamation de la République avec un régime présidentiel. Cette Constitution a été modifiée à plusieurs reprises depuis 1959.

Depuis lors, la Tunisie, qui était un protectorat français, a connu deux chefs d'Etat : Habib Bourguiba, qui a gouverné le pays jusqu'en 1987 et Zine El Abidine Ben Ali, qui a accédé au pouvoir à cette date <sup>1</sup>, jusqu'au 14 janvier 2011 <sup>2</sup> lorsque la Révolution l'a contraint à quitter le pays <sup>3</sup>. Bien que le règne de Bourguiba fut autocratique, ce dernier a largement contribué à moderniser le pays, aussi bien d'un point de vue social qu'économique, y compris la promotion des droits des femmes <sup>4</sup>. Cependant, les droits

<sup>1</sup> Au terme de ce qu'on a pu qualifier de 'coup d'Etat médical', le 7 novembre 1987

<sup>2</sup> Notamment à travers la manipulation des résultats des élections.

<sup>3</sup> Voir Arieff, 2011 pour une description de la transition politique en Tunisie

(Arieff, A. (2011), Political Transition in Tunisia, Congressional Research Service, CRS Report for Congress).

<sup>4</sup> La femme tunisienne bénéficie d'un statut unique en Tunisie, essentiellement en comparaison avec d'autres pays. Les droits fondamentaux des femmes tunisiennes ainsi

civils et politiques étaient loin d'être garantis à cette époque.

Le règne de Ben Ali a, quant à lui, été caractérisé par certaines avancées économiques ; cependant, la vie politique était marquée par l'hégémonie du parti au pouvoir, le Rassemblement Constitutionnel Démocratique (RCD), qui contrôlait, par ailleurs, tous les secteurs de l'économie nationale. De plus, l'espace réservé à l'opposition politique était très étroit, les droits de l'homme n'étaient pas respectés et le revenu national inégalement distribué. La conjonction de ces différents éléments a contribué à révolte sociale qui a éclaté en décembre 2010.

La Constitution de 1959 n'est plus en vigueur depuis la Révolution. L'Assemblée Nationale Constituante élue le 23 Octobre 2011 a comme principale mission de préparer une nouvelle Constitution. Elle fait aussi office de parlement de transition et est, à ce titre, chargée de fonctions de représentation, de législation et de contrôle de l'action gouvernementale.

### **La Révolution de janvier 2011**

#### ***Les soulèvements populaires, prémisses de la révolution***

La Révolution tunisienne a débuté en décembre 2010 suite à un mécontentement généralisé des habitants du Centre Ouest de la Tunisie <sup>5</sup>, qui s'est rapidement répandu à d'autres régions du pays, y compris la capitale. Cette révolte a abouti à la fuite du Chef de l'Etat et de ses proches, le 14 janvier 2011. Elle a, surtout, traduit un ras-le-bol des jeunes, qui se considèrent comme les premières victimes d'un système économique et social défaillant. Ces jeunes, dont la plupart sont exclus du système social, ont exprimé leurs aspirations par un rejet du régime en place et de ses pratiques.

Ils ont vite été rejoints par d'autres groupes sociaux, les avocats et les jeunes magistrats, les enseignants, les intellectuels, les fonctionnaires, les travailleurs, les partis de l'opposition ainsi que les syndicalistes de l'UGTT qui a pris en charge l'encadrement du mouvement social. Ce dernier a progressivement évolué vers un mouvement politique. La Révolution a largement été

que des enfants sont régis par le Code du statut personnel (décret du 13 août 1956), considéré comme l'un des plus 'avancés' dans la région. Cependant, elles continuent, en réalité, de faire face à d'importantes inégalités sociales et économiques. Elles sont notamment touchées par un taux de chômage et d'analphabétisme plus élevé que parmi les hommes.

<sup>5</sup> Même si certains observateurs font remonter le mouvement insurrectionnel aux troubles dans le bassin minier, notamment à Redaief, en 2008.



appuyée par les réseaux sociaux, surtout Facebook, qui ont permis aux jeunes à travers tout le pays de s'organiser, loin des structures politiques traditionnelles.

L'Histoire retiendra que la Révolution tunisienne a commencé par l'immolation, le 17 décembre 2010, d'un jeune marchand de légumes empêché de vendre ses marchandises sur une place publique et ne trouvant plus d'issues pour assurer sa subsistance. Cet acte a déclenché des protestations dans le gouvernement de Sidi Bouzid, qui se sont rapidement propagées sur l'ensemble du territoire, prenant la forme de manifestations populaires de masse aboutissant à la fuite du Chef de l'Etat et de ses proches le 14 janvier 2011.

La Révolution tunisienne puise ses sources dans un mécontentement social généralisé, en particulier des jeunes, premières victimes d'un système économique et social défaillant. C'est toute une catégorie de la population qui s'est ainsi exprimée pour rejeter un état de fait qui la privait de toute perspective de vie décente et de construction d'un avenir stable. C'est seulement dans un second temps que les jeunes ont été rejoints par leurs aînés et que les aspirations politiques concernant l'Etat de droit et la liberté d'expression se sont greffées sur les revendications d'ordre économique et social.

Pour mieux cerner les aspirations de la jeunesse dans le cadre du processus constitutionnel et de la transition démocratique, il est utile de revenir sur les revendications, en amont, qui ont abouti à la chute du régime.

## **Les principales causes de la révolution**

- Un taux de chômage élevé chez les jeunes :

D'après les données de l'Institut National des Statistiques, en 2010, le taux de chômage des jeunes diplômés atteignait les 23%, contre 15% en 2005. Il en va pareillement pour les jeunes non diplômés. Ce chômage accru et structurel trouve ses origines dans plusieurs facteurs: faible qualité de l'éducation, inadéquation entre les formations supérieures et les besoins du secteur privé, corruption généralisée au sein des concours de la fonction publique, etc.

- Des disparités régionales criantes

Aux côtés du chômage, les disparités régionales constituent l'une

des principales causes de l'agitation sociale qui a gagné le pays à partir de décembre 2010. Sous les deux régimes de Bourguiba et de Ben Ali, les régions de l'intérieur du pays ont été délaissées au profit du développement des zones côtières, dont les deux ex-présidents étaient originaires. Cette marginalisation concernait au demeurant tous les secteurs : économique, social, éducatif, urbain, routier, etc. A ce titre, on constate que tous les indicateurs économiques relatifs à l'Ouest du pays sont inférieurs aux moyennes nationales.

En 2000, si l'indice de pauvreté (moyenne nationale) s'élevait à 18,4 %, il variait de 6,9 % dans le district de Tunis à 30,8 % dans le Centre Ouest. De même, le chômage est tout particulièrement aigu dans l'arrière-pays. En moyenne, depuis 2004, il dépasse 22,6 % dans les régions de Jendouba, le Kef, Kasserine et Gafsa. Cette situation est due en grande partie à une politique publique ayant délaissé les gouvernorats de l'intérieur au profit de ceux de la côte, qui ont bénéficié d'un investissement public à 65% durant les dix dernières années.

## **La Tunisie post-Révolution**

L'une des principales caractéristiques de la Tunisie d'avant la Révolution est l'hégémonie du parti unique (le RCD) et son accaparement de tous les pouvoirs. Il va de soi que cette situation ne pouvait subsister après la Révolution. C'est ainsi que deux gouvernements transitoires ont d'abord été mis en place pour préparer les élections. Au départ, ces dernières étaient prévues pour le 24 juillet 2011 sous la forme d'élections présidentielles. La pression du sit-in de Kasbah 2 a poussé le premier gouvernement de transition à démissionner et proclamer des élections d'une Assemblée Nationale Constituante, ce qui a été concédé par le deuxième gouvernement de transition. Ces élections ont été reportées au 23 octobre 2011 en raison de contraintes techniques.

La libéralisation politique en Tunisie a conduit à la création de plus de 100 partis politiques, dont très peu existaient avant le 14 janvier. En outre, trois commissions indépendantes et neutres ont été instituées pour l'élaboration des réformes politiques, l'examen des abus de pouvoir et des cas de corruption, ainsi que l'établissement des faits sur les violations du droit.

## **Le processus électoral:**

Estimant que la Constitution de 1959 ne correspond plus aux



aspirations du peuple après la Révolution et qu'elle ne permet pas la tenue d'élections transparentes, le Président de la République par intérim annonce, le 3 mars 2011, l'élection d'une Assemblée Nationale Constituante. Entretemps, une Haute instance pour la réalisation des objectifs de la Révolution, de la réforme politique et de la transition démocratique, intégrant, outre des experts, des représentants de la société civile et des partis politiques, a été chargée de définir les modalités de l'élection de l'Assemblée et de mettre en place les réformes les plus urgentes. Une Instance Supérieure Indépendante pour les Elections (ISIE) a été mise en place et s'est vue assigner l'organisation des élections, qui se sont tenues du 20 au 22 octobre 2011 pour les Tunisiens de l'étranger et le 23 octobre 2011 sur le territoire nationale. 11.686 candidats s'y sont présentés sur 1 517 listes <sup>6</sup>. 217 membres sont élus pour constituer l'Assemblée Nationale Constituante, chargée à la fois de procéder à la rédaction de la nouvelle Constitution, de faire office de pouvoir législatif et de contrôler les actions du Gouvernement.

### **Le processus de transition**

Au-delà de la rédaction de la Constitution elle-même, prévue pour être prête au mois d'octobre 2012, d'importants retards ont pu être constatés dans les différentes réformes conduites dans le cadre de la transition démocratique. Parmi les projets de lois considérés comme essentiels à la réussite de la transition, ceux relatifs à la justice transitionnelle n'ont pour l'heure pas été adoptés. Il en va de même pour la loi relative à l'organisation du pouvoir judiciaire, faute d'un consensus entre les acteurs politiques et les syndicats des professions judiciaires. La loi sur l'organisation de l'information, de la presse et de l'édition a également connu des retards importants, au même titre que la loi sur les élections qui doit régir la tenue des prochains scrutins.

De manière générale, on peut dire que si la volonté d'avancer existe, les discussions et les arbitrages sur les choix à prendre sur chacune des questions mentionnées plus haut entraînent un retard dans le processus de transition. Au demeurant, cette lenteur peut sembler naturelle dans un contexte où la tradition du dialogue et du consensus reste encore à apprendre.

## **LES « JEUNES » ET LES DYNAMIQUES D'ENGAGEMENT**

Personne ne peut nier que les jeunes ont été à l'avant-garde des transformations politiques et sociales majeures en Tunisie. Leur influence sera importante dans le futur que cela soit en économie, en politique, en culture, en religion, en construction communautaire... C'est dans ce cadre que le National Democratic Institute (NDI) a mené une étude qualitative dans des villes à travers toute la Tunisie, entre le 11 et le 24 mars 2011, pour voir comment cette jeunesse percevait le passé, le présent et l'avenir de son pays. Parmi les principales conclusions de l'enquête, les jeunes tunisiens semblent véritablement vouloir prendre part à la transition démocratique de leur pays mais ils restent sceptiques quant aux structures disponibles.

Aujourd'hui, les défis que la Tunisie doit relever rendent les jeunes particulièrement vulnérables aux changements qui ont lieu. Plusieurs d'entre eux n'ont en effet pas ou peu d'accès à l'éducation, l'emploi et la santé. Malgré ces difficultés, les jeunes tunisiens participent activement aux évolutions sociales, économiques et politiques, et sont par le même processus, en train de construire leur propre identité dans une nouvelle Tunisie post-révolutionnaire. En réalité, l'engagement des jeunes après la Révolution du 14 janvier 2011 s'est exprimé de plusieurs manières, formelles ou informelles, pacifiques ou violentes, protestataires ou constructives.

### **L'engagement associatif**

Au lendemain du 14 janvier 2011, aux 8.500 associations affiliées à l'ancien régime et dont certaines ont disparu, s'est ajoutée une myriade de nouvelles organisations de la société civile, dont on dénombre aujourd'hui plus de 4.370 réparties sur l'ensemble du territoire <sup>7</sup>. S'il demeure difficile de quantifier de manière précise le degré de cet engagement par rapport à celui d'autres catégories d'âge, l'observation du terrain montre aisément que les jeunes se sont largement investis dans les activités associatives, en particulier dans le domaine de l'éducation à la citoyenneté <sup>8</sup>, de l'art et de la culture et du développement régional où les associations de diplômés chômeurs, réunis au sein de l'Union

<sup>6</sup> Les élections ont abouti aux résultats suivants: Ennahdha: 41% des sièges (89 sièges) à l'ANC, CPR: 14% (29 sièges), Ettakatol: 10% (20 sièges), El Aridha: 9%, PDP: 8% et autres: 18%.

<sup>7</sup> Cf : [www.ifeda.org.tn](http://www.ifeda.org.tn)  
<sup>8</sup> Nous noterons à titre d'exemple l'implication d'associations telles que Sawty et le Bus Citoyen.

# Contexte et objectifs

8

des Diplômés Chômeurs<sup>9</sup>, ont activement pris part aux diverses initiatives menées en faveur de l'emploi des jeunes.

Si l'engagement de la jeunesse dans la sphère associative a été prégnant dans les semaines et les mois qui ont suivi la Révolution, on assiste cependant à un certain essoufflement de ce mouvement, dû essentiellement au manque de formation et d'accompagnement de ces structures, qui a conduit à la disparition de bon nombre d'entre elles<sup>10</sup>.

## **L'engagement au sein des partis politiques**

Moins important que l'engagement associatif, l'engagement politique a constitué un autre type d'implication des jeunes dans la transition démocratique. C'est ainsi que de nombreux jeunes, dans différentes régions de la Tunisie, ont rejoint les rangs des partis politiques de tous bords. Cependant, il a été remarquable de constater que les jeunes n'ont que très peu investi les postes à responsabilité au sein de leurs partis respectifs : au cours des élections de l'Assemblée Constituante, presque aucun jeune n'a été placé en tête de liste ou en deuxième position sur les listes électorales, si bien que les jeunes qui ont mené des campagnes électorales pour siéger au sein de l'ANC l'ont fait dans la plupart des cas dans le cadre de listes indépendantes.

Dans un contexte général où une partie importante de la jeunesse a pu considérer que les politiciens leur ont volé leur révolution, beaucoup de jeunes ont préféré se désengager de l'activité formelle et poursuivre leur implication à travers d'autres moyens, davantage contestataires.

## **Les mouvements protestataires**

Le désengagement relatif des jeunes des sphères politique et associative a déplacé certaines de leurs actions sur le terrain de la contestation, bien que celle-ci ait déjà été présente au lendemain des événements ayant conduit à la chute du régime. Face aux fins de non-recevoir opposées à leurs revendications, en particulier au niveau local, les jeunes ont mené des campagnes de revendications et de sit-in sur l'ensemble du territoire. Ce sont essentiellement les gouvernorats et les bureaux régionaux de l'emploi qui ont été les principales cibles du mécontentement

des jeunes et, en étant incapables de répondre favorablement à leurs aspirations à être recrutés par les entreprises locales, ont dû faire face à divers types de protestations, qui se sont parfois transformés en sit-in, comme ce fut le cas à Tataouine en septembre 2012<sup>11</sup> et au Kef en décembre de la même année.<sup>12</sup>

D'autres événements comme celui de la grève de la faim, entamée par 30 jeunes du gouvernorat de Sidi Bouzid et suivie par trois députés de l'ANC<sup>13</sup>, montrent que ces mouvements de protestation dépassent les revendications purement économiques ou sociales. Dans un moment où les manifestations se banalisent par leur nombre, certains jeunes usent de méthodes plus radicales pour alerter l'opinion publique et communiquer autour de leurs revendications.

## **L'engagement sur Internet et les réseaux sociaux**

Amorcé à la fin des années 90 pour contester la dictature en place, l'engagement des jeunes sur Internet et sur les réseaux sociaux ne s'est pas démenti et a même pris de l'ampleur à mesure que le régime tentait de censurer les opinions dissidentes sur le Web. Comptant sur une diaspora engagée, le mouvement s'est poursuivi au lendemain de la Révolution et une partie considérable des jeunes continue, en particulier sur le réseau communautaire Facebook, à faire part de ses aspirations, de ses points de vue et de ses critiques sur l'actualité politique, économique et sociale du pays.

Aux côtés des leaders de communautés qui s'expriment à titre individuel, plus d'une centaine de pages, comptant chacune entre 10.000 et 100.000 « fans » relayent les informations et offrent un espace pour les commentaires et le dialogue<sup>14</sup>. Si ces plateformes permettent souvent d'offrir un contenu et des opinions constructives et de qualité, elles servent également d'exutoire au mécontentement des jeunes, qui y expriment leurs inquiétudes de manière spontanée et plus ou moins abrupte.

Les réseaux sociaux, dans ce contexte délicat, sont d'ailleurs

<sup>9</sup> Structure née en 2007 et officialisée en 2011.

<sup>10</sup> PNUD, Etat des lieux de la société civile, chapitre « Les jeunes, une voix qui s'essouffle », 2013

<sup>11</sup> « Les jeunes chômeurs de Tataouine entament un sit-in ouvert devant le siège du gouvernorat », <http://www.tunisienumerique.com/tunisie-les-jeunes-chomeurs-de-tataouine-entament-un-sit-in-ouvert-devant-le-siege-du-gouvernorat/141837>, 04/09/2012

<sup>12</sup> TAP, « Sit-in des sans-emploi devant le siège du gouvernorat du Kef », <http://directinfo.webmanagercenter.com/2012/12/20/tunisie-sit-in-dun-groupe-de-jeunes-sans-emploi-devant-le-siege-du-gouvernorat-du-kef/>, 20/12/2012

<sup>13</sup> « 30 jeunes en grève de la faim », <http://www.kalima-tunisie.info/fr/News-trente-jeunes-en- greve-de-la-faim-item-3446.html>, 01/10/2012

<sup>14</sup> On notera à titre d'exemple les pages « 10 millions de politiciens », « la Kasbah » ou encore la page « Je suis Tunisien ».

souvent critiqués pour être un espace de diffamation et de propagation de fausses rumeurs. Pis encore, plusieurs se sont illustrés, en piratant les pages de partis politiques ou de syndicats<sup>15</sup> ou en menant des campagnes injurieuses sur les pages de politiciens ou de partis politiques afin d'exprimer leur lassitude vis-à-vis de ceux qui les gouvernent.

### **L'engagement religieux**

L'engagement des jeunes en Tunisie a également été constaté sur le terrain religieux. Si cette implication a, dans la majorité des cas, pris une forme pacifique par un retour assumé à la religion et une fréquentation renouvelée des mosquées, des épisodes plus violents ont eu lieu, créant, outre la polémique au sein des médias et des opinions publiques, une certaine fracture au sein de la jeunesse, qui dessine au fur et à mesure une séparation entre des jeunes porteurs de deux projets de société, a priori difficilement compatibles et conciliables. L'un des événements les plus symboliques est sans doute l'incident durant lequel le drapeau national a été arraché de la faculté de lettres de Manouba par un jeune le 7 mars 2012 et remplacé par celui du mouvement salafiste. Des affrontements ont succédé à cet événement, bien qu'il ne faille pas, de façon systématique, imputer ces agissements aux jeunes.

<sup>15</sup> Page du Congrès Pour la République piratée à la veille des élections de 2011, Cf. La page officielle du CPR et Facebook piratés, <http://www.geekios.net/814/tunisie-la-page-officielle-du-cpr-sur-facebook-piratee/>, Page de l'UGTT piratée par un jeune internaute de 16 ans en janvier 2013, Cf. Business News, « Piratage de la page Facebook de l'UGTT », <http://www.businessnews.com.tn/Tunisie---Piratage-de-la-page-Facebook-de-l-UGTT,520,35423,3,18/10/2012>



# Principaux résultats

10

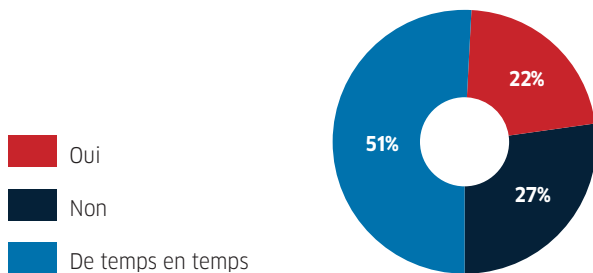
## LE PROCESSUS CONSTITUTIONNEL

### L'attention accordée par les jeunes aux travaux de l'ANC

Plus de 70% des jeunes interrogés suivent, au moins de temps à autre, les travaux de l'ANC. Plus d'un cinquième le font régulièrement. De façon plus précise (Figure 3), 27% des jeunes disent ne pas suivre les travaux de l'ANC et 51% disent les suivre de temps en temps.

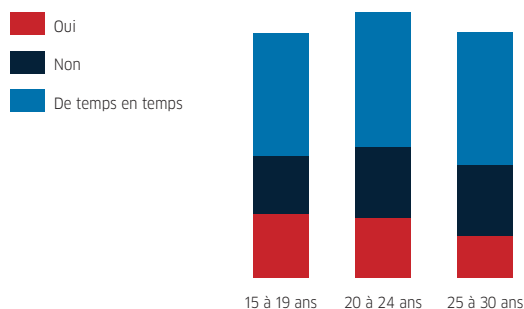
Vu le contexte actuel et la focalisation des médias sur la « chose politique », ce taux peut être considéré comme relativement élevé : les jeunes ne suivent pas assez les travaux de l'ANC <sup>16</sup>.

Figure 1 : Suivez-vous régulièrement les travaux de l'ANC?



La régularité augmente avec l'âge : ainsi plus les individus sont âgés, plus ils ont tendance à suivre régulièrement les travaux de l'ANC. Ils sont 25.9% de la classe d'âge 25-30 ans à avoir répondu « oui » et uniquement 17% de la classe 15-19 ans (Figure 4).

Figure 2 : Suivez-vous régulièrement les travaux de l'ANC? (par classe d'âge)



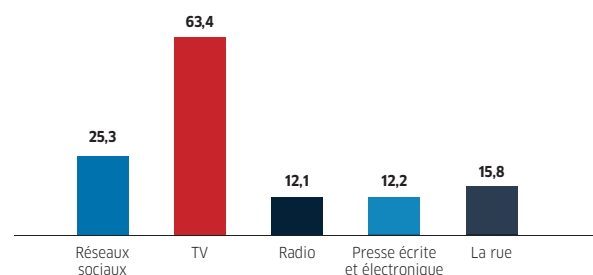
<sup>16</sup> C'est ainsi que 32,2% des jeunes du Grand Tunis et 35,3% des jeunes du Centre disent ne pas suivre les travaux de l'ANC (voir rapport final).

La régularité diffère également en fonction du niveau d'instruction : ceux dont le niveau est universitaire, suivent plus régulièrement les travaux de l'ANC. De même, plus les jeunes avancent dans l'âge et plus ils sont instruits, plus ils paraissent s'intéresser au déroulement du processus constitutionnel en cours, voire à la politique de manière générale <sup>17</sup>.

### Les canaux utilisés pour suivre les travaux de l'ANC

La télévision constitue de loin le canal le plus utilisé pour suivre les travaux de l'ANC (pour plus de 63% des jeunes) suivie par les réseaux sociaux (25.3%) et la rue (15.8%). La presse et la radio sont les médias les moins utilisés (12.2% et 12.1% respectivement).

Figure 3 : A travers quels canaux ? (coché, %)

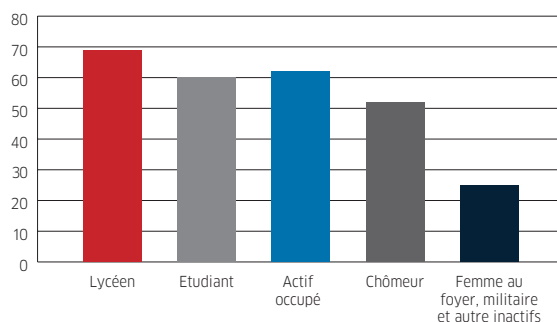


En ce qui concerne les réseaux sociaux, les individus de la classe d'âge 20-24 ans, célibataires (26.4% contre 14.2% pour les mariés), ceux ayant un niveau d'instruction universitaire, les étudiants ensuite les chômeurs (Figure 6), ceux habitant dans le milieu communal, au Sud-Ouest, Nord Est et le Grand Tunis utilisent le plus les réseaux sociaux. Ces jeunes sont tout simplement ceux qui ont le plus accès à Internet et qui sont les plus concernées de manière générale par les nouveaux médias : étudiants, les jeunes les plus instruits, les moins âgés et les citadins.

Ce résultat confirme l'urgence et la pertinence d'une réflexion collective sur la culture numérique des jeunes et sur les possibilités de mettre en place des garde-fous contre les dérives sur les réseaux sociaux.

<sup>17</sup> Même si la différence n'est pas très importante, il est utile de signaler que les femmes suivent plus régulièrement les travaux de l'ANC (23,7% contre 20,1% pour les hommes).

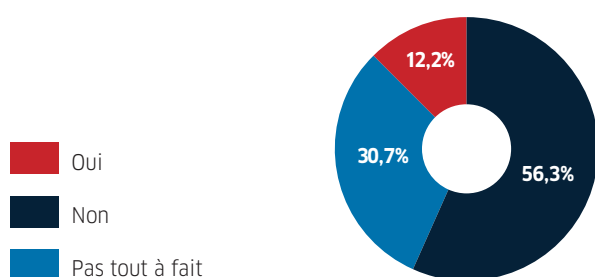
Figure 4 : Le choix des réseaux sociaux par nature d'activité



### Les jeunes et le contenu de la constitution

Seuls 12,2% des jeunes déclarent avoir une idée claire du contenu de la Constitution. En effet, 30,7% des jeunes n'ont pas une idée tout à fait claire du contenu et près de 57% affirment n'en avoir aucune idée.

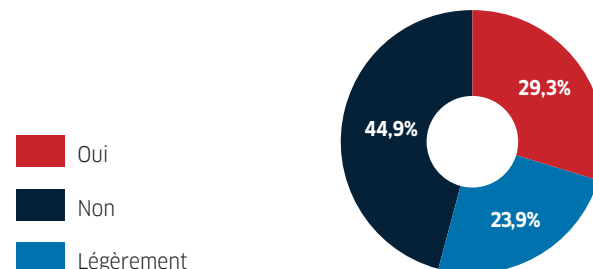
Figure 5 : Avez-vous une idée du contenu du draft de la Constitution? (%)



29,3% des jeunes se sentent impliqués dans le processus d'élaboration de la Constitution contre 45% qui affirment qu'ils ne le sont pas.

Figure 6 : Vous sentez-vous impliqué dans le processus d'élaboration de la Constitution?

Ce sentiment varie selon la classe d'âge, le genre et le type d'activité. Ainsi, les plus âgés et la gente féminine se sentent plus impliqués, les actifs occupés et les chômeurs se sentent, de manière paradoxale, faiblement impliqués. Les jeunes des

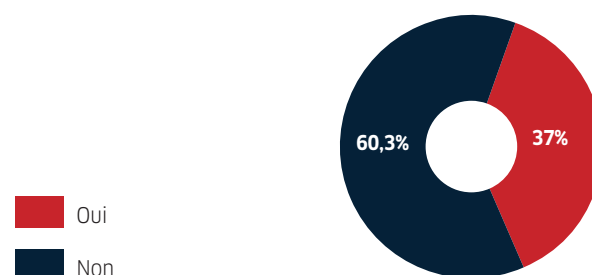


régions de l'Ouest (Nord, Sud et Centre: là où la Révolution est née) se sentent plus impliqués que les jeunes d'autres régions comme le Grand Tunis, où près de 60% ne se sentent pas du tout impliqués. Alors que la majorité des jeunes de l'échantillon a déclaré avoir voté aux dernières élections, seuls 29,8% disent se sentir impliqués dans le processus d'élaboration de la Constitution et 12,3% déclarent avoir une idée claire du contenu de la Constitution<sup>18</sup>.

### La connaissance des élus à l'ANC

Seuls 37% des jeunes interrogés connaissent des élus de leurs gouvernorats ; la grande majorité (60,3%) déclarant ne pas les connaître.

Figure 7 : Connaissez-vous des élus de l'ANC représentant votre gouvernorat?



Cette connaissance est plus accrue chez les plus âgés et moins importante avec l'augmentation de la taille du ménage du jeune. Si cette connaissance ne semble pas dépendre du genre, de l'état

<sup>18</sup> Deux hypothèses nous semblent pouvoir être formulées afin d'expliquer ces résultats : soit que la « ferveur » politique et électoraliste n'a pas été entretenue par l'élite politique nationale ; soit cette dernière est à l'origine d'une certaine « distance » entre les jeunes et l'Assemblée constituante.

# Principaux résultats

12

marital et du milieu de résidence (communal ou non communal), les jeunes aux niveaux d'instruction les plus élevés (les étudiants) possèdent une plus grande connaissance de leurs élus. Les étudiants des régions du Nord-Ouest et du Sud semblent connaître le mieux leurs élus.

Ce résultat pourrait être lié au fait que les votants avaient à choisir entre des partis politiques et des listes plutôt que des personnes individuelles. Il montre toute la marge de progression au niveau du contact direct entre les élus et leurs électeurs.

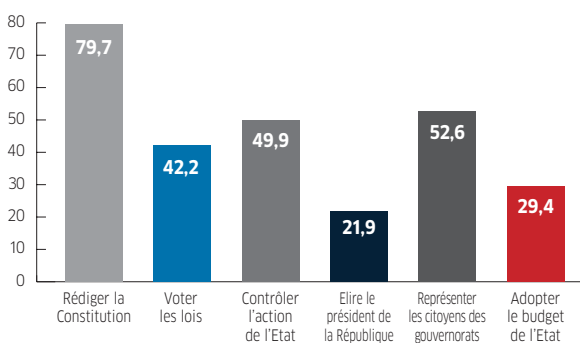
Il s'expliquerait, par ailleurs, par le fait que le candidat élu n'est pas nécessairement celui pour qui aurait voté l'enquête.

De manière générale, on constate que l'intérêt pour le processus en cours augmente avec l'âge et le niveau d'instruction des jeunes.

## Les missions et contenu de l'ANC

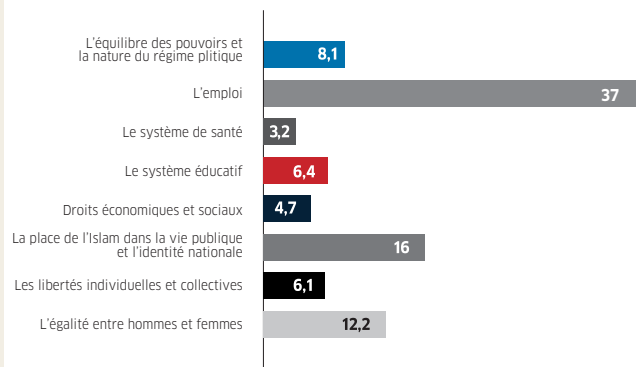
Les missions de l'ANC les plus citées par les jeunes sont les suivantes : la rédaction de la Constitution (près de 80%), la représentation des citoyens (52.6%) et le contrôle de l'action de l'Etat (50%).

Figure 8 : Quelles doivent être, selon vous, les missions de l'ANC? (choisir 3 options)



D'après la figure 11, les jeunes considèrent que l'emploi est la question qui doit, de façon prioritaire, être discutée au sein de l'ANC (près de 37% des jeunes).

Figure 9 : Parmi les questions suivantes, quelles sont, à votre avis, celles qui doivent être discutées prioritairement au sein de l'ANC (classez par ordre de priorité) ?



La première question à discuter prioritairement au sein de l'ANC

Le fait que l'emploi soit considéré comme une priorité n'est guère surprenant, puisque le chômage représente un problème majeur et a constitué l'une des causes de la mobilisation des jeunes pendant la Révolution. D'autres questions semblent prioritaires pour les jeunes comme la place de l'Islam dans la vie publique et l'identité nationale (16%) suivie de l'égalité entre hommes et femmes (12.2%). Il est intéressant de noter ici que la question de l'emploi reste largement prioritaire, même si elle est suivie par la question « identitaire » (« qui sommes-nous ? »).

Beaucoup plus que les étudiants et les lycéens, les chômeurs insistent sur le fait que l'emploi est une question prioritaire (48% contre une moyenne de 39.5%). Celle-ci représente essentiellement une priorité dans le Grand Tunis, le Centre Est et le Nord Est (dans l'ordre).

Dans la mesure où l'intérêt accordé à la question de l'emploi augmente avec l'âge alors que celui accordé à l'égalité entre hommes et femmes baisse avec cette même variable, nous pouvons affirmer que les réponses des jeunes sont dépendantes de la variable « classe d'âge ».

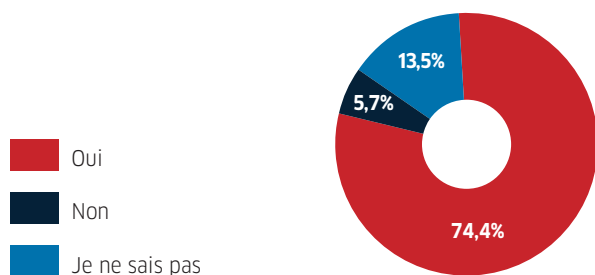
Par ailleurs, il est intéressant de noter que les femmes sont moins sensibles que les hommes aux questions de l'emploi et de l'Islam et plus sensibles à la question de l'égalité. De même, plus



la taille du ménage augmente (c'est-à-dire plus on va vers les milieux défavorisés et/ou conservateurs) plus les questions de l'emploi et de la place de l'Islam gagnent en importance contrairement à celle de l'égalité entre hommes et femmes.

*Près de 75% des répondants considèrent que la Constitution doit faire référence au corpus des valeurs universelles des droits de l'homme.*

**Figure 10 : A votre avis, la Constitution doit-elle faire référence au corpus des valeurs universelles des droits de l'homme ?**



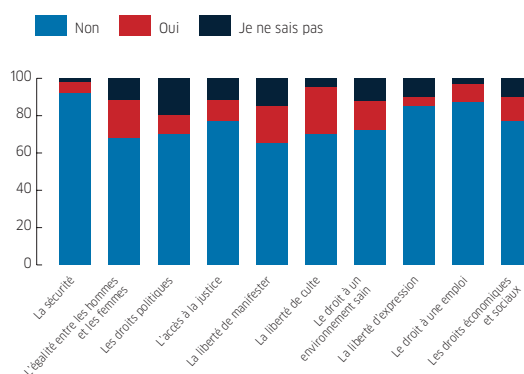
Ce constat est variable en fonction de l'âge, l'état marital, la taille du ménage, la nature de l'activité et le milieu de résidence. Cependant, la part des femmes ayant répondu « oui » est plus importante que celle des hommes, ceci est d'autant plus visible dans le Grand Tunis.

Cet avis augmente aussi en fonction de l'augmentation du niveau d'instruction.

L'opinion selon laquelle la future Constitution tunisienne doit faire référence au corpus des valeurs universelles des droits de l'Homme constitue ainsi l'un des éléments sur lesquels il y a le plus de consensus chez les jeunes.

*Le droit à la sécurité, le droit à l'emploi et la liberté d'expression sont les plus fréquemment cités par les jeunes et ceux qui doivent, selon eux, être garantis par la Constitution, suivis du droit de l'accès à la justice et des droits économiques et sociaux.*

**Figure 11 : Parmi les droits/libertés suivants quels sont, ceux qui doivent être garantis par la Constitution ?**



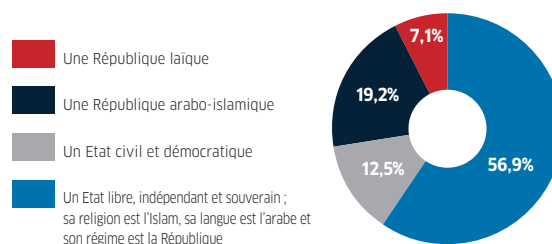
Les trois réponses les plus fréquemment citées ne varient que faiblement entre les catégories de jeunes, par contre d'autres libertés comme le droit de manifester est plus explicite sur le Grand Tunis (74%), au Nord-est (84,2%) et Nord-Ouest (71,9%) du pays, auprès des chômeurs de sexe masculin en âge avancé essentiellement.

D'autre part, près de 20% des jeunes interrogés considèrent que la liberté de manifester et l'égalité entre hommes et femmes ne devraient pas être garantis par la Constitution.

La garantie des droits politiques par la Constitution est la question qui a soulevé le plus de doutes avec plus de 15% de jeunes ayant répondu « je ne sais pas ».

*Près de 57% des personnes interrogées définissent la Tunisie comme un «Etat libre, indépendant et souverain: sa religion est l'Islam, sa langue est l'arabe et son régime est la République». De ce point de vue, l'article 1er de la Constitution de 59 semble faire largement consensus.*

**Figure 12 : Comment définiriez-vous la Tunisie (une seule réponse possible) ? (%)**



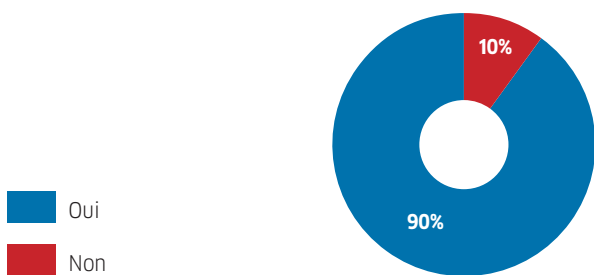
# Principaux résultats

14

Ces réponses ne varient que faiblement en fonction des catégories des jeunes et la différence entre les régions reste la plus pertinente.

## Le débat sur le sacré

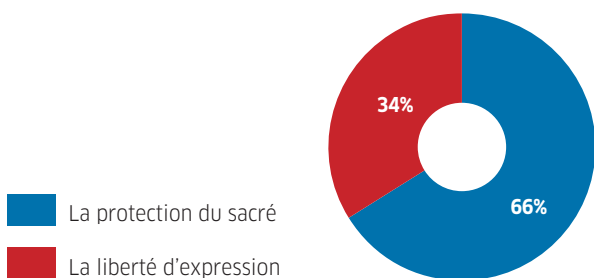
Figure 13 : Pensez-vous que les atteintes au sacré doivent être punies par la Loi ?



90% des personnes interrogées considèrent que les atteintes au sacré doivent être punies par la loi et cela, quelles que soient les catégories des jeunes.

L'atteinte au sacré constitue visiblement une ligne rouge à ne pas franchir chez une large majorité de jeunes.

Figure 14 : En cas de conflit, que pensez-vous qu'on devrait faire prévaloir ?



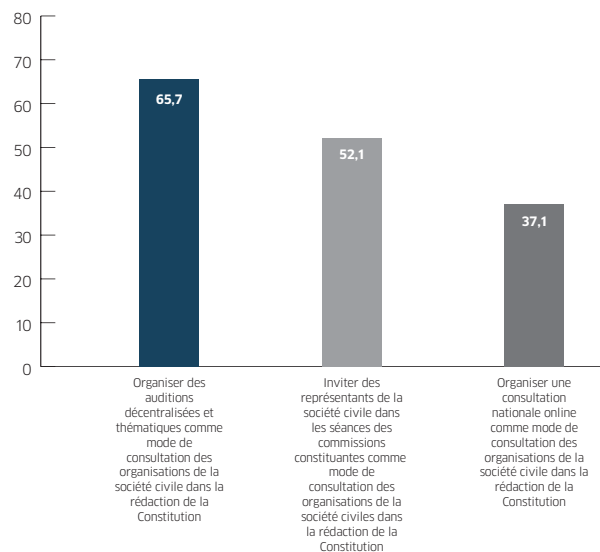
66% des personnes interrogées considèrent qu'en cas de conflit entre liberté d'expression et protection du sacré, c'est cette dernière qui devrait prévaloir.

Notons néanmoins que dans le cadre du questionnaire, nous avons volontairement omis de définir la notion de «sacré».

## Démocratie participative et constitution

Les trois principales méthodes les plus fréquemment citées par les jeunes pour prendre l'avis des organisations de la société civile sont respectivement: (i) l'organisation des auditions décentralisées et thématiques (ii) l'organisation de visites dans les localités à l'intérieur du pays et (iii) l'invitation des représentants de la société civile dans les séances des commissions. Ceci montre que les jeunes préfèrent encore le contact direct et décentralisé.

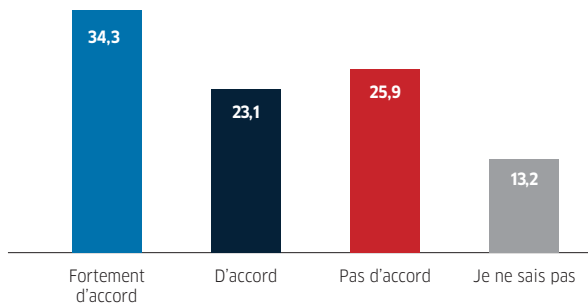
Figure 15 : Comment l'ANC devrait-elle, selon vous, prendre l'avis des organisations de la société civile dans la rédaction de la Constitution ? (choisir au maximum 3 réponses)



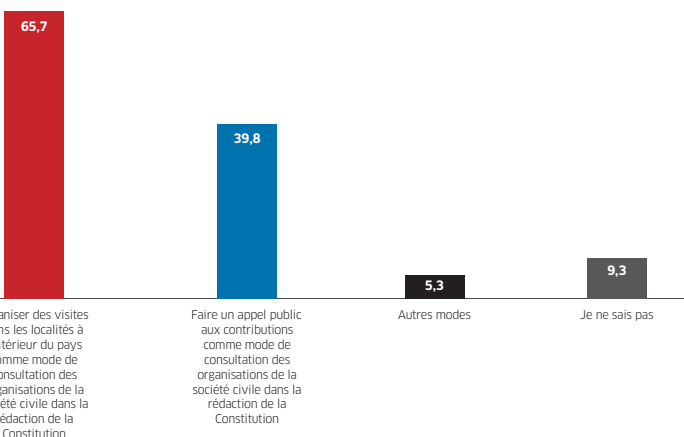
## Pouvoirs du président de la République

Près de 60% des jeunes considèrent que le président de la République doit avoir plus de pouvoirs que celui du gouvernement (fortement d'accord et d'accord).

Figure 16: Etes-vous d'accord avec les affirmations suivantes ? (%) (Fortement d'accord, D'accord et Pas d'accord):



Le président de la République devrait avoir plus de pouvoirs au sein de l'exécutif que le Président du gouvernement. On constate ici une certaine prégnance du modèle présidentiel, qui reste relativement dominant dans la culture politique des jeunes tunisiens. Ceci doit expliquer d'ailleurs le fait que l'image d'un Président sans prérogatives choque une majorité de Tunisiens.

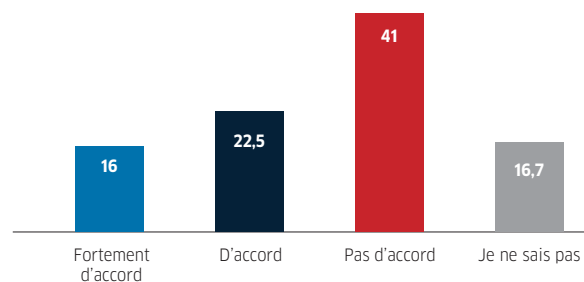


Paradoxalement, alors que près de 60% des jeunes considèrent que le président de la République devrait avoir plus de pouvoir que le président du gouvernement, 46% pensent qu'il devrait n'avoir que des pouvoirs symboliques et seulement 38.5% pensent qu'il devrait avoir plus de pouvoirs que l'assemblée élue.

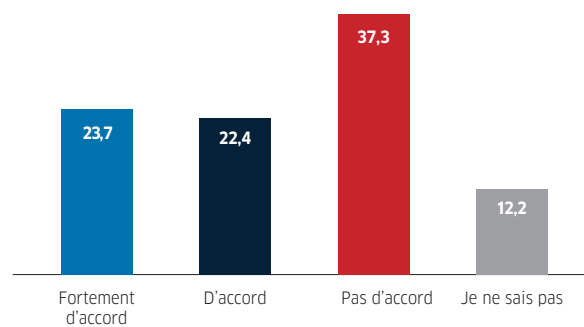
Ce paradoxe traduit une tension entre la méfiance vis-à-vis d'un président omnipotent (rappelant la figure de Ben Ali) et la pré-

gnance du modèle présidentiel dans l'imaginaire politique tunisien.

**Figure 17 : Le Président doit avoir plus de pouvoirs que l'Assemblée élue (%)**



**Figure 18 : Le Président de la République doit seulement avoir des pouvoirs symboliques (%).**



### Les droits garantis par la Constitution

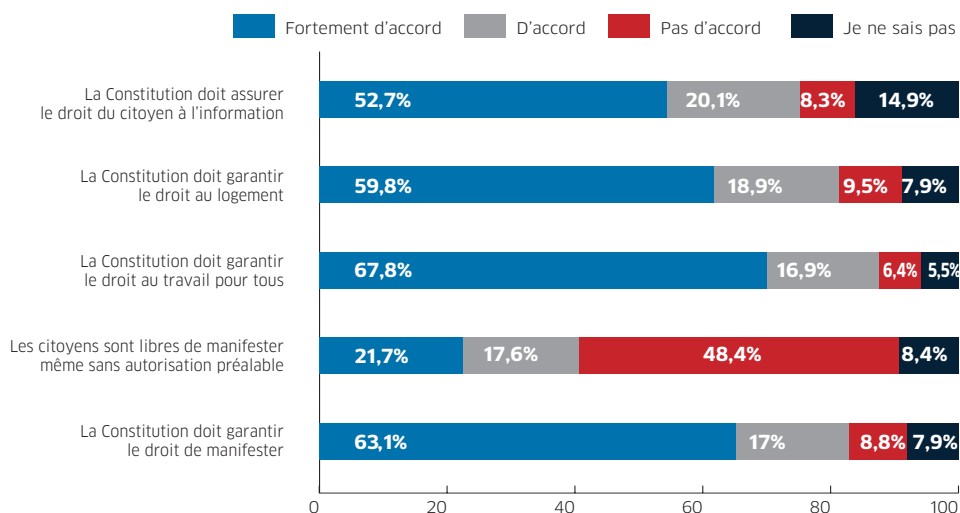
Quant à ce que devrait garantir la Constitution, la figure suivante montre que les jeunes tiennent au droit au travail (87.7% sont d'accord ou fortement d'accord) ; le droit de manifester (82.7% d'accord et fortement d'accord même s'ils sont partagés quant à la nécessité d'obtenir une autorisation préalable) ; le droit au logement (81.9% d'accord ou fortement d'accord) et le droit à l'information (75.8% d'accord ou fortement d'accord).



# Principaux résultats

16

Figure 19 : Etes-vous d'accord avec les affirmations suivantes ?  
(%) (Fortement d'accord, D'accord et Pas d'accord)



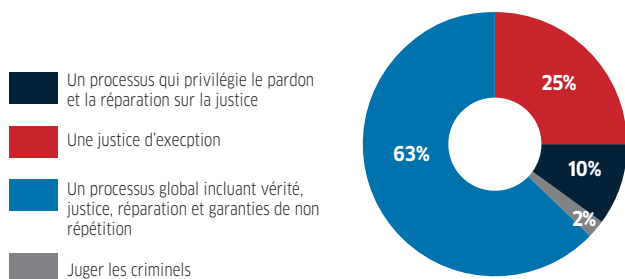
Les droits sociaux sont ainsi largement soulignés par les réponses ci-dessus.

## ETAT DE DROIT : JUSTICE, JUSTICE TRANSITIONNELLE ET SECURITE

### Compréhension de la justice transitionnelle

63% des jeunes considèrent la justice transitionnelle comme un processus global, alors que près de 25% s'attendent à une justice d'exception

Figure 20 : Comment comprenez-vous le concept de justice transitionnelle ? Une seule réponse possible

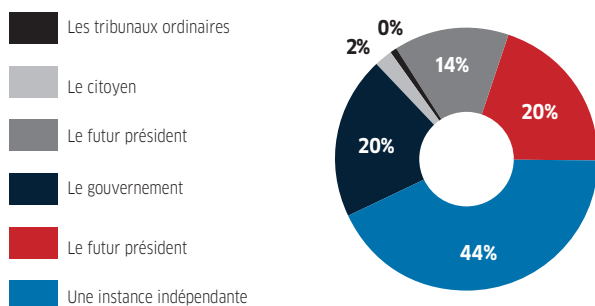


Ce résultat varie cependant en fonction du milieu. Ainsi, en milieu non communal, la part des jeunes portés sur le processus global est plus importante que pour le milieu communal où le concept de justice d'exception est plus cité. Par ailleurs, les réponses des jeunes du Grand Tunis semblent quelque peu différentes de celles des autres jeunes des autres régions du pays. En effet, ces jeunes du Grand Tunis sont les moins nombreux à considérer la justice transitionnelle comme un processus global et en contrepartie, ils sont les plus nombreux à opter pour une justice d'exception ou pour un processus privilégiant le pardon.

Les réponses à cette question sont cependant à relativiser car le thème est assez compliqué et le sens donné aux différentes options par les jeunes, notamment la justice « d'exception » n'est pas évident. Dans leur majorité, les jeunes ne doivent pas savoir que le terme « justice d'exception » relève du langage juridique technique.

*La plus grande proportion des répondants (44%) considère qu'une instance indépendante doit conduire la justice transitionnelle, alors que 20% font confiance aux tribunaux ordinaires et la même proportion au gouvernement. Enfin, 14% pensent que cette tâche revient au futur parlement.*

**Figure 21: Quelle autorité devrait selon vous conduire le processus de justice transitionnelle ? Une seule réponse possible**



Là encore, de légères différences des réponses selon le milieu et par région existent sans modifier la tendance générale.

### **Les attentes des jeunes concernant les violations**

Plus de 33% des jeunes pensent que la meilleure façon de traiter les violations des droits de l'Homme sous l'ancien régime est de juger les auteurs des exactions. 27,9% de ces jeunes pensent qu'il faudrait combiner le jugement avec le pardon et l'indemnisation des victimes. Notons que seuls 16,3% des jeunes pensent que la seule bonne façon de traiter les violations passées est le pardon contre 13,3% qui choisissent l'indemnisation des victimes et de leurs ayants droits comme solution à l'héritage du passé.

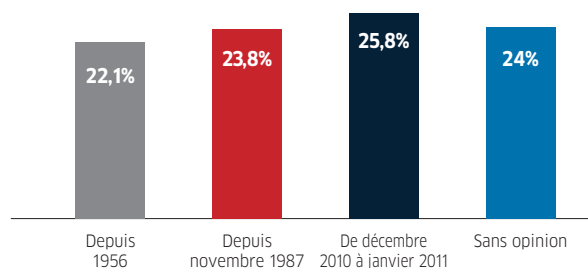
**Tableau 1 : Quelles sont vos attentes concernant les décisions au sujet des violations des droits de l'homme ?**

	%
Réponses Valides	
Indemniser les victimes et leurs ayants droits	13.3
Pardoner pour faciliter la réconciliation nationale	16.3
Juger les auteurs des exactions	33.1
Les trois solutions ensemble	27.9
Application de la loi	1.8
Total	92.5
Réponses Manquante	7.5
Total	100.0

Ce jugement varie en fonction du milieu puisqu' en milieu non communal 17.8% (contre 12.7% communal) souhaitent des indemnisations. Les réponses varient aussi entre les régions, ainsi le Grand Tunis présente le taux le plus faible relatif au jugement des auteurs des exactions, le pardon étant cependant dans cette région plébiscité à 37.3% (contre 17.6% pour l'ensemble des régions), alors qu'au Sud et au Nord-Ouest, les parts associées à la modalité «jugement des auteurs des exactions» sont très élevées.

*Les réponses des jeunes, quant à la période de référence à prendre en compte dans le cadre du processus de justice transitionnelle, sont parfaitement partagées et aucune période ne se dégage clairement. Il n'empêche qu'une majorité très relative (25,8%) se dégage pour la période la plus courte, entre l'immolation du jeune Bouazizi et le départ de Ben Ali en janvier 2011, c'est-à-dire la période la plus courte.*

**Figure 22 : Quelle devrait être, selon vous, la période de référence à prendre en compte dans le cadre du processus de justice transitionnelle ? (%)**



Les réponses varient aussi en fonction du niveau d'instruction, le plus remarquable concerne la catégorie «néant» qui cite à 43.8% « depuis novembre 1987 ».

Le niveau d'instruction module aussi les réponses puisque les actifs occupés privilégient la période « de décembre 2010 à janvier 2011 », les étudiants celle « depuis 1956 » alors que les

# Principaux résultats

18

autres inactifs celle « depuis novembre 1987 ». Les réponses varient enfin en fonction des régions : au Nord Est, ils sont 51.5% à citer la période « de décembre 2010 à janvier 2011 » et, au Centre Est, 37.5% la période « depuis novembre 1987 ».

*Les jeunes approuvent fortement, et à 43.5%, le fait de poursuivre juridiquement toutes les personnes et sans exception, ayant collaboré avec l'ancien régime.*

**Tableau 2 : Doit-on poursuivre les personnes ayant collaboré avec l'ancien régime ?**

		%
Réponses Valides	Oui, tous sans exception	43.5
	Oui, les leaders et les cadres nationaux du RCD seulement	13.4
	Oui, les personnes ayant reçu des avantages	14.0
	Oui, les personnes complices d'atteintes graves aux droits de l'Homme	14.5
	Non, il ne faut pas les poursuivre, mais plutôt les aider à se réinsérer	5.3
	Je ne sais pas	4.8
	Total	95.5
Réponses Manquantes		4.5
Total		100.0

*25% des jeunes considèrent qu'il faut exclure de la vie politique tous les «mounachidines» alors que près de 20% considèrent que l'exclusion ne doit concerner que les dirigeants nationaux.*

**Tableau 3: Doit-on, selon vous, exclure les responsables de l'ex-RCD de la vie politique ?**

		%
Réponses Valides	Seulement les dirigeants nationaux (membres du gouvernement, du parlement, du bureau politique du parti)	18.5
	Les catégories précédentes plus les dirigeants régionaux	13.3
	Les deux catégories précédentes plus les dirigeants locaux (chefs de cellules du Parti)	17.3
	Tous les mounachidines	23.8
	Non	10.2
	Je ne sais pas	12.1
	Total	95.2
Réponses Manquantes		4.8
Total		100.0

Cette réponse est relativement paradoxale et semble être fortement influencée par les débats médiatiques.

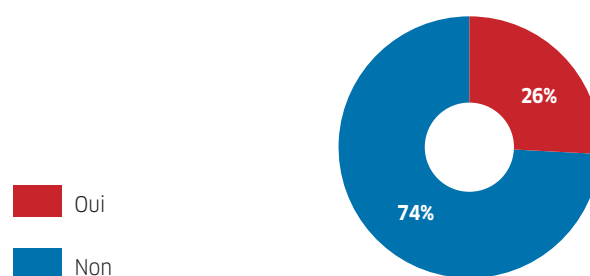
En effet, plusieurs «mounachidines» ont affirmé avoir été obligés de signer la pétition d'appel à la candidature de Ben Ali. Certains d'entre eux/elles ont porté plainte en affirmant n'avoir jamais rien signé et n'avoir rien à faire avec le RCD et beaucoup d'entre eux n'ont pas joué un rôle officiel dans l'ancien régime.

Pourtant, la « compromission morale » des «mounachidines» semble susciter davantage d'indignation que le rôle des dirigeants nationaux du RCD assimilés à des « professionnels » de la politique.

## Perceptions de l'appareil judiciaire

*Les jeunes jugent à plus de 74% que les tribunaux ne sont pas facilement accessibles.*

**Figure 23 : Les tribunaux vous semblent-ils facilement accessibles ? (%)**

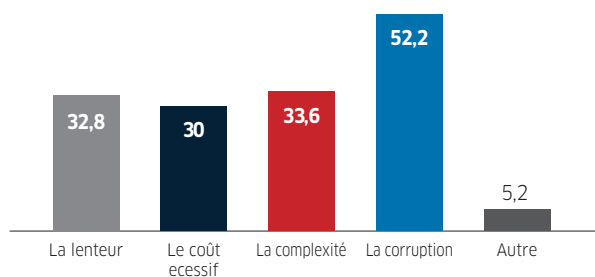


*La corruption est désignée par les jeunes comme le principal dysfonctionnement de l'appareil judiciaire, qui se dégage clairement par rapport aux autres problèmes.*

Il s'agit du seul problème choisi à un taux supérieur à 50%.

**Figure 24 : Quels sont, selon vous et par ordre de priorité, les principaux dysfonctionnements de l'appareil judiciaire ? (%)**





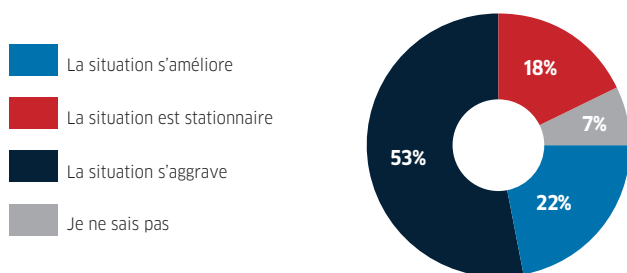
Les résultats ne varient qu'en fonction des régions, et cela, quel que soit le dysfonctionnement.

N'ayant pas forcément eu affaire à la justice, les réponses des jeunes aux questions précédentes devraient être considérées comme exprimant des opinions fortement subjectives, voire même d'opinions échafaudées à partir de ce qu'ils entendent dire du fonctionnement de la justice autour d'eux.

### Perceptions de la situation sécuritaire

Une majorité de 53% des jeunes interrogés, considèrent que la situation générale de la sécurité dans le pays s'aggrave actuellement, alors que pour 22% la situation s'améliore et elle est stationnaire pour 18% des interrogés.

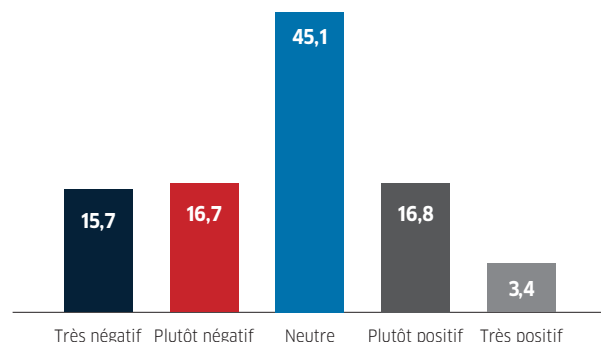
Figure 25 : Quelle est votre appréciation de l'évolution de la situation générale de la sécurité dans le pays à l'heure actuelle ? (%)



La plus grande proportion, 45,1% des jeunes sont neutres quant à l'action des forces de sécurité, 32,4% jugent leur

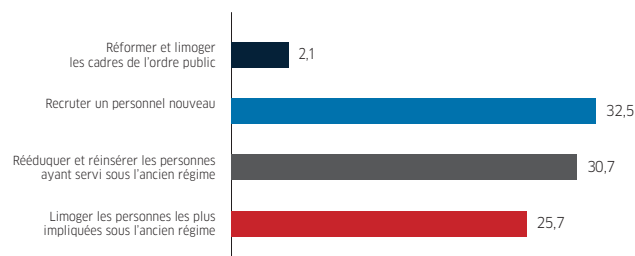
rôle plutôt négatif ou très négatif et uniquement 20,4% plutôt positif ou très positif.

Figure 26 : Quels jugements portez-vous sur l'action des forces de sécurité ? (%)



La majorité des jeunes semble ne pas avoir d'avis tranché et disent que leur jugement n'est ni positif ni négatif. Comparé à la méfiance qui caractérisait les relations entre les citoyens et les forces de sécurité, ce résultat peut être considéré comme encourageant et en tout cas révélateur de possibilités de progression. C'est dans la région du Centre-Est (13,9%) et dans les régions du Nord et du Centre-Ouest que le jugement est le plus négatif (18,6% et 18,7%). Par contre, c'est dans la région du Nord-Est qu'il est le plus positif (31,5%).

Figure 27 : Comment pensez-vous qu'il faudrait assainir les secteurs de la justice et de la sécurité ?



Globalement, les jeunes ne favorisent pas un mode de réforme particulier de la sécurité et optent de manière relativement égale pour les trois modalités proposées.

# Principaux résultats

20

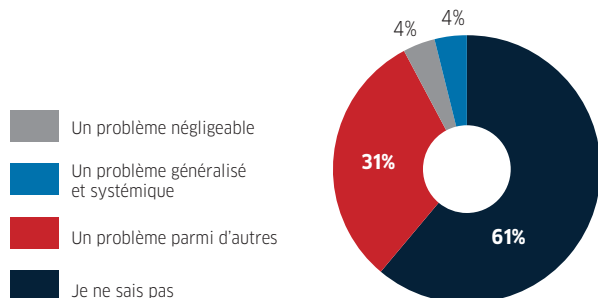
La solution préconisée consistant à recruter un nouveau personnel pour prendre la place de ceux impliqués avec l'ancien régime est celle privilégiée par les jeunes. Elle est suivie par la rééducation et la réinsertion de ces personnes et, enfin, leur limogeage. La question étant un peu trop « technique », il est fort probable que les réponses des jeunes soient très approximatives.

## LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION

### Perception de la corruption en Tunisie

*Une majorité absolue de jeunes (61%) considère que la corruption en Tunisie est un phénomène généralisé et systémique : il y a une sorte de consensus sur le fait que la corruption constitue un véritable fléau.*

Figure 28 : La corruption vous paraît-elle aujourd'hui en Tunisie (%)



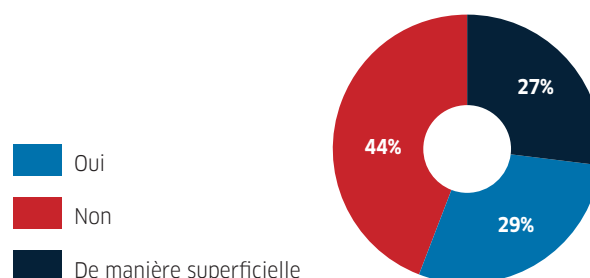
La fréquence de choix à cette réponse augmente avec le niveau d'instruction et dans le milieu non communal. Elle est largement supérieure à la moyenne nationale dans le Centre (Est et Ouest) et le Sud-Ouest.

La « prise de conscience » du problème de la corruption semble s'élever avec le niveau des études. Par ailleurs, les jeunes des régions du Centre Est (73,7%) et Ouest (74,1%) et du Sud-Ouest (70,4%) sont les plus nombreux à considérer que la corruption est un phénomène généralisé et systémique.

*Près de 44% des jeunes n'ont pas entendu parler des efforts engagés pour lutter contre la corruption. Par*

*ailleurs, 29,2% sont informés et 26,5% en ont entendu parler de manière superficielle.*

Figure 29: Avez-vous entendu parler des efforts engagés pour lutter contre la corruption ? (%)



Cependant, les hommes sont beaucoup plus nombreux que les femmes à ne pas être au courant de cela. Le taux du oui est très élevé dans le Grand Tunis et celui du non au Nord-Ouest et Sud-Ouest. Enfin, les réponses ne varient pas entre les autres catégories de jeunes.

Cela veut dire que les efforts engagés, s'ils existent réellement, ne sont pas « audibles » politiquement et qu'ils n'arrivent pas jusqu'aux régions intérieures du pays.

*57,8% des jeunes ne répondent pas à la question relative à la source par laquelle ils ont entendu parler des efforts engagés pour lutter contre la corruption (Tableau 11). Pour les répondants, ils sont essentiellement, 13,4% à désigner le gouvernement, 9,9% les médias et 6,8% la société civile.*

Nous constatons que le pourcentage accordé aux médias est de très loin supérieur à celui de l'instance dont la mission centrale est la lutte contre la corruption (instance de lutte contre la corruption).

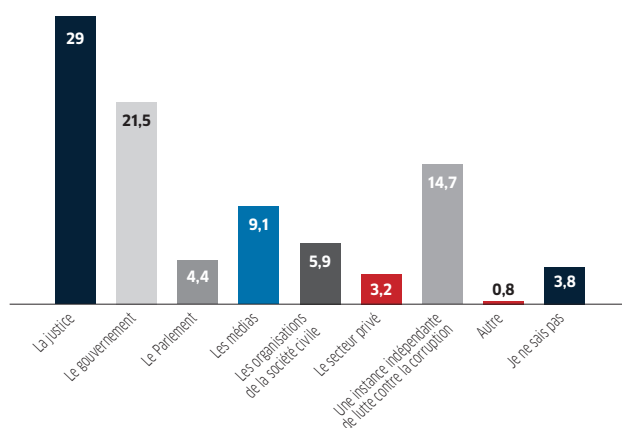
Tableau 4 : La source par laquelle vous avez entendu parler des efforts engagés pour lutter contre la corruption

	%
Réponses valides	Le gouvernement
	13.4
	Les organisations de la société civile
	6.8
	Le Parlement
	4.1
	La Cour des Comptes
	4.1
	Commission Ben Amor/Instance de Lutte Contre la Corruption
	4.1
	Médias (TV, radio, presse, réseaux sociaux)
	9.9
	Total
	42.2
Rép. Manquante	Système manquant
	57.8
Total	Total
	100.0

L'instance de lutte contre la corruption a donc à déployer de grands efforts de communication pour mieux se faire connaître des jeunes.

*Selon les jeunes, le premier responsable dans la lutte contre la corruption serait la justice avec 29%, ils désignent ensuite le gouvernement avec 21.5%, alors que pour 14.7% d'entre eux, une instance indépendante devrait être le premier responsable pour la lutte contre la corruption.*

**Figure 30 : La lutte contre la corruption devrait-elle, selon vous, être de la responsabilité de :**

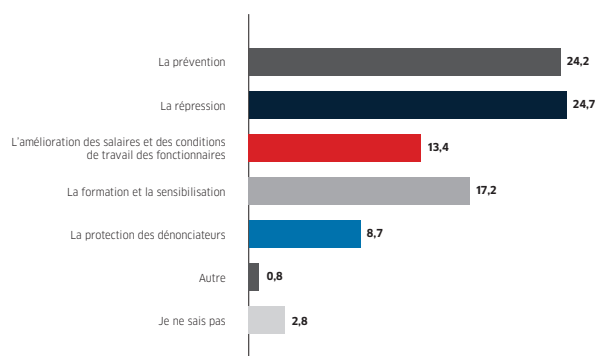


Alors que la majorité relative des jeunes entend parler des efforts du gouvernement en matière de lutte contre la corruption, ils pensent (du moins pour 29% d'entre eux) que c'est à la justice que revient la première responsabilité de lutter contre ce fléau.

*Pour la question relative à la lutte contre la corruption, il*

*a été demandé aux jeunes interrogés de classer les trois premières approches à adopter, en la matière. A cet effet, les jeunes désignent respectivement la répression (24.7%), la prévention (24.2%) et la formation et la sensibilisation (17.2%).*

**Figure 31 : Quelle est selon vous l'approche la plus efficace pour lutter contre la corruption ? (%)**

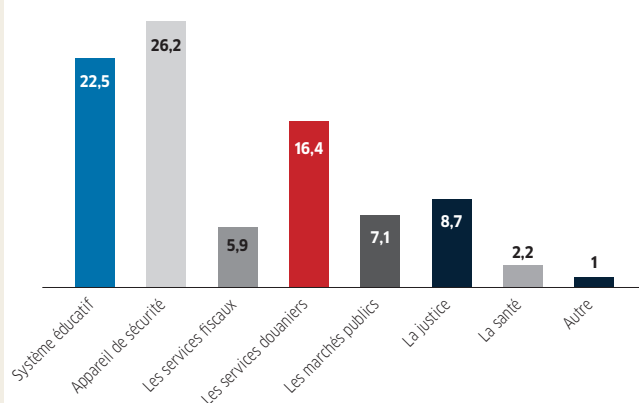


Le message des jeunes est fort : la répression d'abord ensuite la prévention, la formation et l'amélioration des salaires et des conditions de travail.

### **Les secteurs les plus touchés par la corruption**

*Au niveau de la perception des secteurs touchés par la corruption, les jeunes désignent respectivement l'appareil de sécurité (26.2%), le système éducatif (22.5%) et les services douaniers (16.4%).*

**Figure 32 : Quelles sont selon vous les secteurs les plus touchés par la corruption ? (classez vos réponses de 1 à 3) : Le secteur le plus touché par la corruption (%)**



# Principaux résultats

22

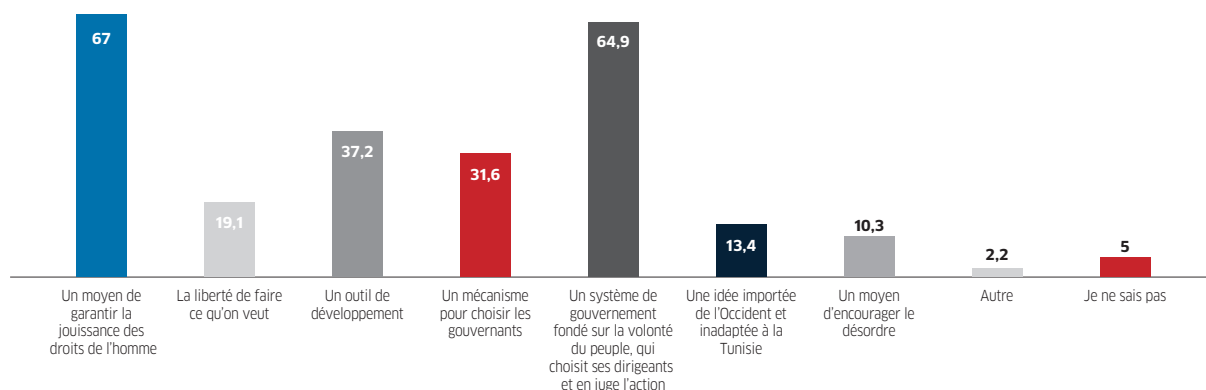
Trop souvent négligé dans les débats et les analyses sur la corruption, le système éducatif arrive juste derrière l'appareil de sécurité et loin devant les services douaniers. Ceci est particulièrement vrai pour le Grand Tunis, le Nord Ouest et le Centre Est. La corruption dans l'appareil de sécurité est particulièrement mentionnée dans le Sud Ouest, le Sud Est et le Nord Ouest. Ceci reflète la relation directe qu'entretiennent les jeunes avec le secteur de l'éducation nationale et la perception des insuffisances de ce dernier qui, pour beaucoup, paraissent liées à la corruption.

## LA PARTICIPATION POLITIQUE DES JEUNES

### Définition de la démocratie

Les jeunes retiennent, par ordre décroissant d'importance, les trois définitions suivantes de la démocratie: d'abord « un moyen de garantir la jouissance des droits de l'homme », cité 728 fois soit 67%, ensuite « un système de gouvernement fondé sur la volonté du peuple, qui choisit ses dirigeants et en juge l'action » (64.9%) et enfin « un outil de développement » (37.2%).

Figure 33 : Pensez-vous que la démocratie est d'abord (choisir au maximum 3 options, %)

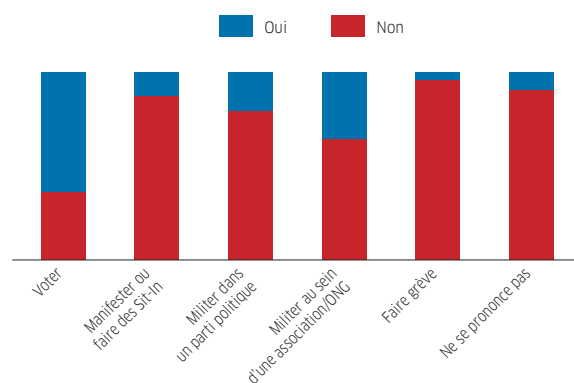


Ce sont les jeunes d'un niveau universitaire qui ont le plus tendance à penser que la démocratie est « un système de gouvernement fondé sur la volonté du peuple » et ils sont les derniers à penser qu'elle est « d'abord un moyen de garantir la jouissance des droits de l'homme ».

### Les actions pouvant permettre des changements positifs dans la société

Les jeunes proposent le vote à 64.1% comme principale forme d'action pour permettre le changement dans la société, suivi avec moins d'importance du militantisme au sein des ONG (37,1%) et au sein d'un parti politique (21,3%).

Figure 34 : Parmi les formes d'actions suivantes, lesquelles vous paraissent les plus appropriées pour permettre des changements positifs dans la société ?



Le choix du vote est maintenu et cela quelles que soient les catégories des jeunes, alors que les proportions relatives au militantisme varient essentiellement en fonction des régions et des niveaux d'instruction. C'est dans le Sud-Ouest (31,3%), dans le Nord Est (31%) et dans le Sud Est (22,7%) que les jeunes croient le plus au militantisme politique comme voie de changement

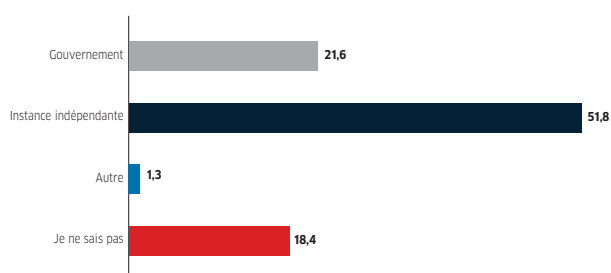


positif. Et c'est dans le Nord-Ouest (54,8%) dans le Sud-Ouest (45%) et le Nord Est (39,7%) que les jeunes croient le plus au militantisme associatif.

Alors que l'acte ponctuel du vote est privilégié comme action permettant des changements positifs, on peut conclure de ces données que les jeunes croient davantage en la démocratie représentative et beaucoup moins en une démocratie participative avec ce qu'elle implique en termes d'engagement citoyen.

*51.8% des répondants considèrent que l'organisation d'élections libres et transparentes est de la responsabilité d'une instance indépendante alors que 21.6% affectent cette tâche au gouvernement sachant que près de 18.4% ne se prononcent pas.*

**Figure 35 : L'organisation d'élections libres et transparentes est-elle d'abord de la responsabilité de: (%)**



### Les instances garantes de la réussite de la transition

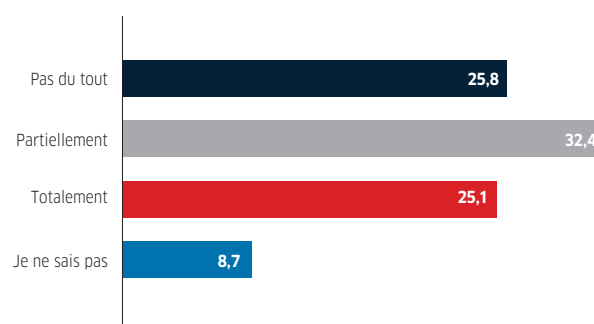
*Les trois premières institutions considérées comme garantes de la réussite de la transition sont respectivement, et selon les fréquences des réponses des jeunes, la société civile (641), l'ANC (606) et les médias (570).*

Il est important de constater que le gouvernement et la présidence de la République ne sont cités qu'en quatrième et cinquième position, cela signifie t-il que les jeunes ne font pas confiance à ces deux instances issues de l'ANC ou que celles-ci souffrent d'un déficit de communication quant à leur action? A noter que les partis politiques et les syndicats arrivent en queue de peloton. C'est au Centre Ouest et au Sud que le gouvernement est le plus considéré comme garant de la réussite de la transition.

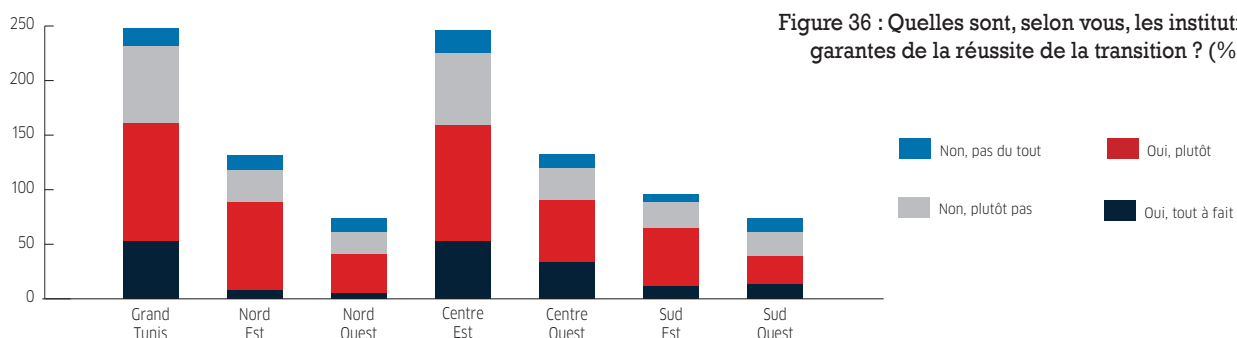
### Les jeunes et la classe politique

*32.4% des répondants considèrent que la classe politique a été partiellement renouvelée depuis la Révolution. D'un autre côté, 25.8% considèrent qu'il n'y pas eu du tout de renouvellement et à l'inverse 25.1% qu'il y a eu un renouvellement total.*

**Figure 37 : Pensez-vous qu'il y a eu un renouvellement de la classe politique depuis la Révolution?**



Ces résultats varient entre les régions et présentent ainsi des tendances différentes. Au Nord Est, une majorité absolue (53.8%) pense qu'il n'y pas eu du tout de renouvellement de la classe politique, alors que 33.5% au Centre Est (c'est-à-dire au Sahel qui a été pendant cinquante ans la pépinière par excellence des élites politiques) pensent l'inverse.



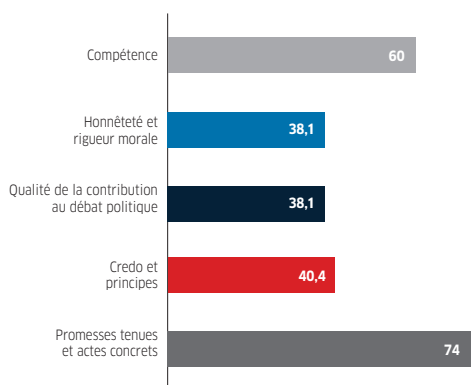
# Principaux résultats

24

Si, au total, plus de 58% des sondés pensent qu'il y a eu renouvellement total ou partiel de la classe politique, qu'est-ce qui explique le chiffre relativement élevé (25,8%) de ceux qui pensent le contraire, alors que le RCD a été dissous et que la Révolution est supposée avoir entraîné un renouvellement de la classe politique ?

*Selon les réponses des jeunes, les trois principaux critères pour juger la classe politique, sont d'abord « les promesses tenues et actes concrets » avec 74% suivi de « la compétence » avec 60% et enfin « l'honnêteté et la rigueur » avec 56.2%.*

**Figure 38 : Selon vous, sur quels critères la classe politique tunisienne devra être jugée? (%)**



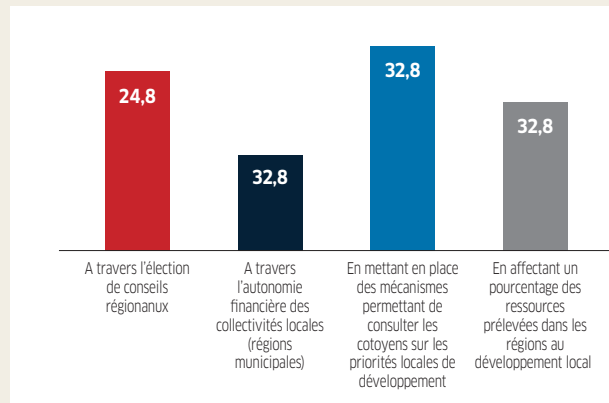
Les jeunes considèrent que les politiques ont une obligation de résultat (qui requiert la fidélité aux engagements et la compétence), mais ils en attendent aussi de se conformer à une éthique exigeante (à travers l'honnêteté et la rigueur morale).

## La décentralisation

*Les jeunes considèrent que les premières priorités pour approfondir la décentralisation sont d'ordre organisationnel. Ainsi, ils citent d'abord « la mise en place des mécanismes permettant de consulter les citoyens sur les priorités locales de développement » avec 28.2% suivie de « l'élection de conseils régionaux » avec 24.8%.*

**Figure 39 : Comment pensez-vous qu'on pourrait approfondir la décentralisation dans le pays ? (%)**

La solution d'un « centre » qui consulte davantage arrive avant



celle de l'élection de conseils régionaux. De même, les solutions « organisationnelles » passent avant celles « financières » (affectation de ressources et autonomie financière des collectivités). Ceci indique que les jeunes semblent se situer encore dans une logique de déconcentration plutôt que de réelle décentralisation.

La deuxième priorité citée est plutôt d'ordre financier. Il s'agit d'abord de « l'autonomie financière des collectivités locales (régions, municipalités) » avec 34%, suivie de « l'affectation d'un pourcentage des ressources prélevées dans les régions au développement local » avec 24.8% des répondants. Les taux de réponse varient sensiblement en fonction de l'âge, du genre, du niveau d'instruction, de la nature de l'activité et de la région.

Globalement l'ordre des priorités ne change pas (organisationnel, ensuite financier) sauf pour la classe d'âge 25-30, les chômeurs, les faibles niveaux d'instruction (néant et primaire), au Nord Est et au Sud ou la priorité financière l'emporte. Logiquement, on remarque que les régions les plus favorisées (le Centre Est, c'est-à-dire le Sahel et le Nord Est) ou celles où se trouvent des ressources importantes (le phosphate), comme le Sud-Ouest où se trouve le bassin minier, sont plus favorables à ce prélèvement, avec des taux de 22,9%, de 32,1% et 41,3%.

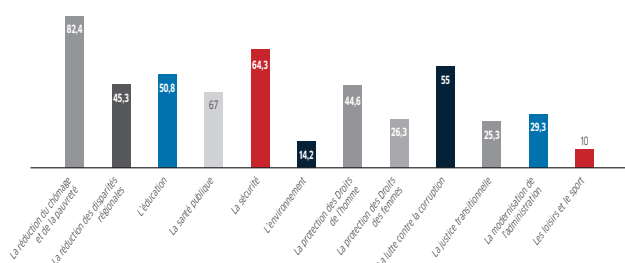
## Les chantiers sur lesquels l'action du gouvernement doit se focaliser

*Les cinq premiers chantiers sur lesquels le gouvernement doit se focaliser en priorité sont selon l'ordre de priorité des jeunes répondants, « la réduction du chômage et de la pauvreté », « la sécurité », « la lutte contre la corruption », « l'éducation » et « la réduction des disparités régionales ».*

*On retrouve les mots d'ordre de la Révolution auxquels vient s'ajouter la sécurité, problème né de l'après Révolution.*

La protection des droits de l'Homme n'arrive qu'en sixième position, suivie par la santé publique, la modernisation de l'administration, la protection des droits des femmes et la justice transitionnelle.

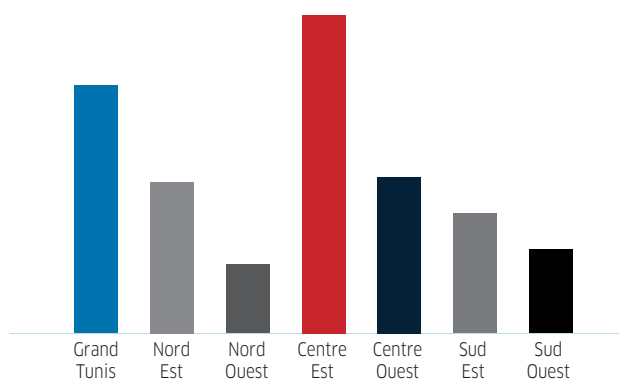
**Figure 40 : Cochez les 5 chantiers sur lesquels l'action du gouvernement devrait se focaliser (Coché, %)**



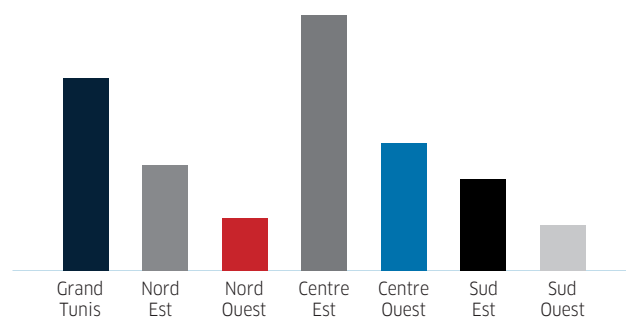
Pour le premier chantier («la réduction du chômage et de la pauvreté»), les réponses ne sont pas sensibles à la désagrégation et restent les mêmes sauf lors de la désagrégation par région où le Nord Est et le Sud-Ouest présentent des taux largement supérieurs à la moyenne.

Il en est de même pour la sécurité, particulièrement citée au Sud-Est (frontière libyenne) et au Centre-Est. L'éducation semble être une priorité au Centre par rapport aux autres régions.

**Figure 41 : L'action du gouvernement devrait se focaliser sur la sécurité. Réponse par région économique**



**Figure 42 : L'action du gouvernement devrait se focaliser sur l'éducation. Réponses par région économique.**

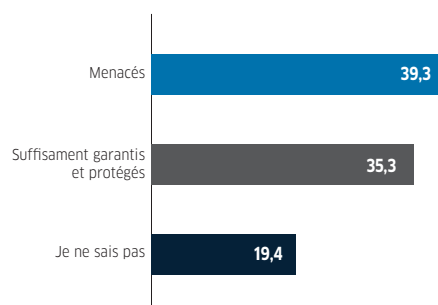


La lutte contre la corruption est aussi citée de manière fréquente par toutes les régions mais particulièrement au Sud-Est et au Centre-Est.

Quant à « la réduction des disparités spatiales », les régions de l'Ouest présentent des taux significativement plus élevés que ceux de l'Est, comme illustré ci-dessous. On retrouve ici l'expression des frustrations régionales qui étaient, en partie, au cœur de la Révolution.

### Les jeunes et la femme

**Figure 43 : Pensez-vous que les droits de la femme sont actuellement menacés ?**



*Pour une grande proportion des répondants (39.6%) les droits des femmes en Tunisie sont menacés, mais pour une proportion légèrement inférieure (35.3%) ces droits*

# Principaux résultats

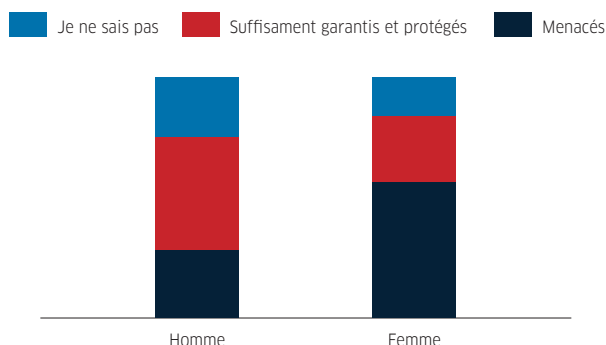
26

*sont suffisamment garantis et protégés, alors que 20.6% (un répondant sur cinq) n'arrivent pas à se prononcer.*

Bien que le taux de ceux qui tirent la sonnette d'alarme est important, le taux de non réponse est aussi significatif : 1/5 des enquêtés ne répondent pas, comme s'ils trouvaient que la question en elle-même n'était pas « pertinente » !

Les différences des réponses sont plus accentuées en fonction du genre. Ainsi pour une grande proportion d'hommes (46.9%) les droits de la femme sont suffisamment garantis et protégés alors que pour une majorité de femmes (56.9%) ces mêmes droits sont menacés.

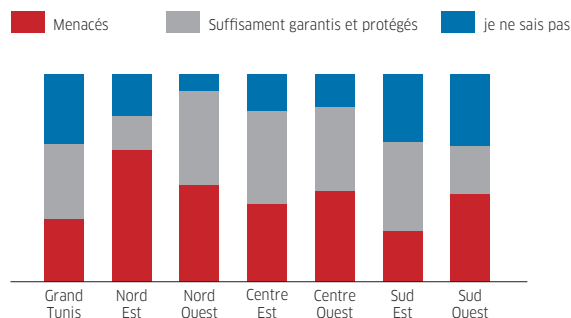
**Figure 44 : Pensez-vous que les droits de la femme sont actuellement...(par genre, %)**



Cette situation se répète aussi en fonction de la nature de l'activité puisque contrairement aux autres catégories, les actifs occupés sont les seuls à penser en majorité que les droits des femmes sont protégés. Dans les zones non communales, les répondants sont sensiblement plus nombreux à penser que les droits des femmes sont menacés.

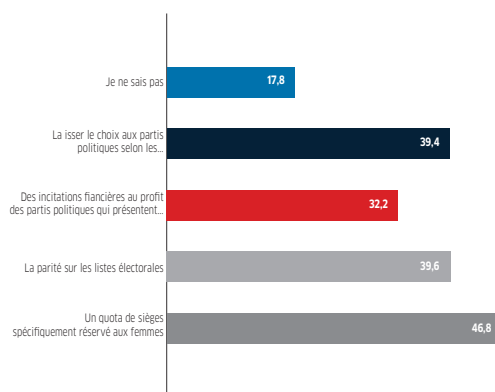
Enfin, les disparités des réponses entre les régions sont importantes. Ainsi, seul le Nord Est présente des réponses sans la moindre ambiguïté où les droits des femmes sont considérés comme clairement menacés. Au Nord-Ouest les réponses sont partagées entre la menace et la protection, alors qu'au Grand Tunis et au Sud-Ouest, le taux des indécis est très élevé.

**Figure 45 : Pensez-vous que les droits de la femme sont actuellement... par région économique (%)**



*Les quatre approches citées, pour promouvoir l'accès des femmes au processus décisionnel, semblent recueillir des intérêts semblables de la part des répondants, toutefois l'approche de « quotas de sièges spécifiquement réservés aux femmes » est la plus fréquemment citées avec 46.8%, suivie de la « parité sur la liste électorale » avec 39.6% et de « l'approche volontaire : laisser le choix aux parties » avec 39.4%.*

**Figure 46 : Quelle est selon vous la meilleure approche pour promouvoir l'accès des femmes au processus décisionnel ? (2 ou plus) (%)**



En ce qui concerne l'approche de « quotas de sièges spécifiquement réservés aux femmes », les femmes semblent retenir ce choix beaucoup plus que les hommes.

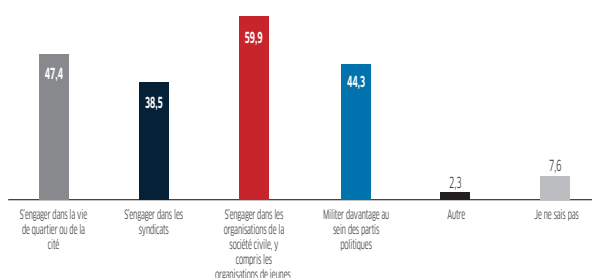
## Les jeunes et la vie politique

*En demandant aux jeunes d'évaluer différents modes possibles d'implication dans la vie publique (en répondant*



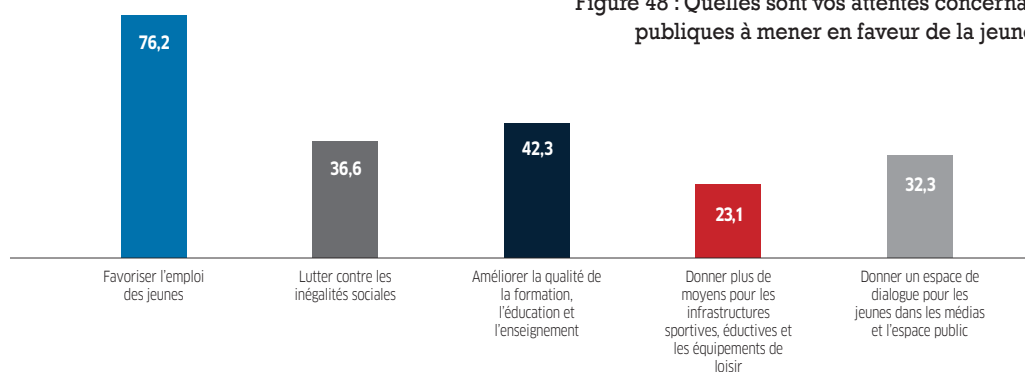
par oui ou non), ils choisissent dans l'ordre «l'engagement dans la société civile» à 59.9%, «l'engagement dans la vie du quartier ou de la cité» à 47.4% et «le militantisme au sein des partis politiques» à 44.3% ou «au sein des syndicats» à 38.5%.

**Figure 47 : Comment pensez-vous que les jeunes doivent s'impliquer dans la vie publique ? (2 ou plus) (coché, %)**



En considérant les deux modes d'implication les plus fréquemment cités, à des niveaux désagrégés, nous constatons l'existence d'une forte hétérogénéité des réponses en fonction des catégories de jeunes. Ainsi, le choix de la modalité « l'engagement dans la société civile » est plus fréquent chez les femmes et en milieu communal. Il augmente avec le niveau d'instruction. Cette modalité est particulièrement citée au Centre Ouest (73.3%) et dans une moindre importance au Nord Est (67.5%) comme dans le tableau ci-dessous, ce qui signifie qu'il y a plus d'engagement citoyen et moins d'intérêt pour la politique politicienne.

*La principale attente des répondants concernant les politiques publiques menées en faveur des jeunes est « de favoriser l'emploi des jeunes » avec 76.2% des répondants, se plaçant ainsi et de loin comme la première revendication des jeunes.*



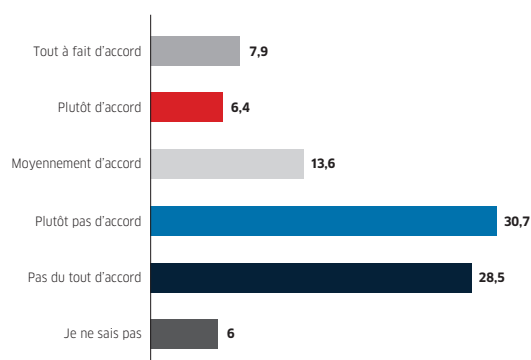
**Figure 48 : Quelles sont vos attentes concernant les politiques publiques à mener en faveur de la jeunesse ? (%)**

Elle est suivie de « l'amélioration de la qualité de la formation, de l'éducation et de l'enseignement » avec 42.3%.

Ces deux attentes se distinguent clairement des autres souhaits des jeunes. A ce niveau, ces derniers semblent bien conscients que la massification scolaire et universitaire et l'amélioration du rendement de l'école et de l'Université se sont faites au détriment de la qualité de la formation.

*59.2% des répondants considèrent que les jeunes n'ont pas (pas du tout ou plutôt pas) la même chance de réussite sociale. Leur avis à ce sujet semble ainsi tranché. Seuls 14.3% pensent, au contraire, que les jeunes possèdent la même chance de réussite sociale (tout à fait et plutôt) alors que 13.6% sont moyennement d'accord. La justice sociale et l'égalité des chances sont ainsi mises en doute.*

**Figure 49 : Avez-vous le sentiment que les jeunes possèdent les mêmes chances de réussir socialement ? (%)**



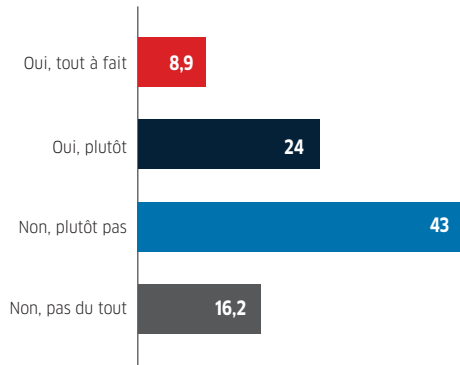
*Les jeunes répondants semblent ne pas trop s'intéresser à la politique. Ainsi globalement, 59.2% n'accordent pas du tout (16.2%) ou plutôt pas (43%) d'intérêt à la politique.*

# Principaux résultats

28

D'un autre côté, 32.9% des jeunes seraient tout à fait (8.9%) ou plutôt (24%) intéressés par la politique.

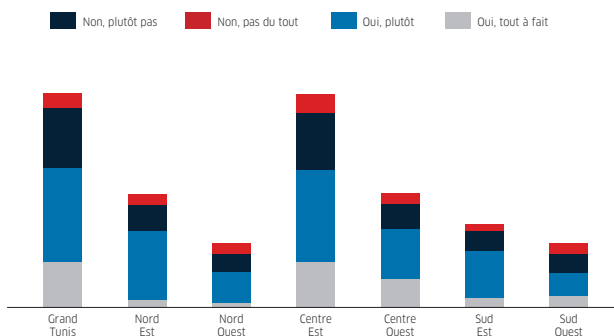
**Figure 50 : Vous intéressez-vous à la politique en général ? (%)**



Ainsi, les étudiants et les actifs occupés sont plus intéressés par la politique que les autres. Ce qui veut dire que ceux qui sont les plus intégrés socialement manifestent le plus d'intérêt pour la politique. Enfin, c'est au Nord-Ouest et au Sud-Ouest (le bassin minier et les régions qui étaient à l'origine de la Révolution) que les jeunes semblent le plus être intéressés par la politique par rapport aux autres régions.

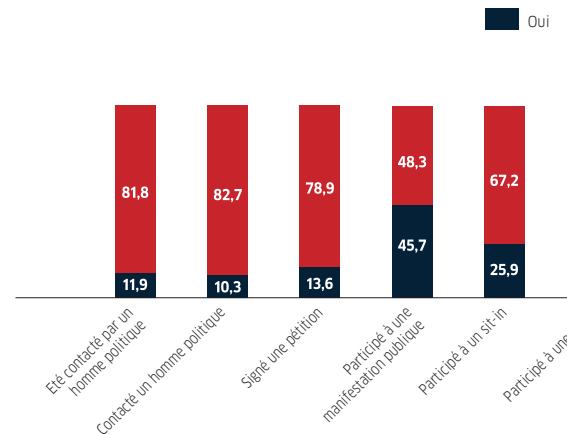
Alors que c'est au Grand Tunis et au Centre que les jeunes seraient les moins intéressés par la politique.

**Figure 51 : Vous intéressez-vous à la politique en général, par région économique**



Seuls 11.9% des répondants ont été contactés par un homme politique durant la dernière année. Ce taux ne varie qu'en fonction des régions économiques et présente des valeurs particulièrement élevées dans les régions de l'Ouest.

**Figure 52 : Durant la dernière année, avez-vous... ?**



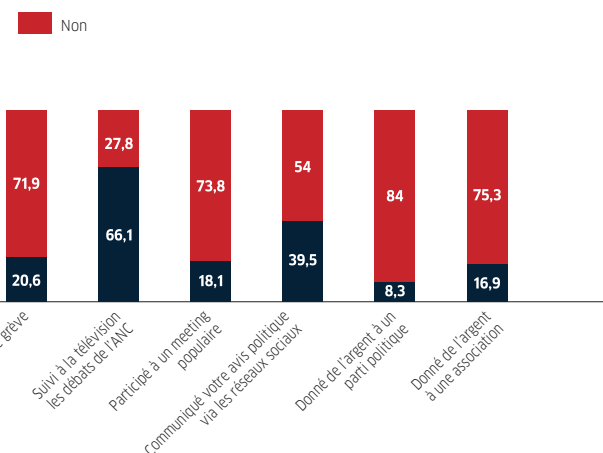
Seulement 10.3% des répondants auraient contacté un homme politique durant l'année dernière. Ce taux est très variable en fonction des catégories de jeunes. Ainsi contacter les politiciens concernerait essentiellement les hommes les plus âgés ayant le niveau d'instruction (universitaire) le plus élevé.

13.6% des répondants déclarent avoir signé une pétition. Les jeunes ayant un niveau d'instruction supérieur (universitaire) déclarent à 20.5% avoir signé une pétition, un taux de loin plus élevé que celui des autres niveaux d'instruction. Cette tendance est particulièrement prononcée au Grand Tunis et au Nord par rapport aux autres régions. 45.7% des répondants déclarent avoir participé à une manifestation publique, l'année dernière. Ce taux particulièrement élevé traduit une implication des jeunes dans le processus de transition en cours. Cependant, ces taux sont variables en fonction des catégories de jeunes.

Les moins jeunes auraient tendance à moins manifester (40% pour les 25-30 ans). D'un autre côté, les hommes (52.4%) auraient, eux, tendance à manifester plus que les femmes (44.2%), les étudiants (58.1%) par opposition aux actifs occupés (44.3%), ceux habitant en milieu non communal (54.9%) par opposition au

milieu communal (45.6%) et tout particulièrement ceux du Centre Ouest (66.7%).

Cela signifie qu'il y a plus de mobilisation politique chez les hommes que chez les femmes, davantage chez les étudiants que chez les actifs occupés et plus dans les régions défavorisées du Centre Ouest d'où est partie la Révolution.



Globalement 25.9% ont participé à un sit-in (taux relativement élevé), mais ce taux baisse avec l'âge. Il est plus élevé chez les hommes (29.5%) que les femmes, chez les lycéens (32.8%) et les étudiants (34%) par rapport aux autres. Ces taux sont particulièrement élevés au Centre Ouest (38.8%) et au Nord-Ouest (37.7%) par rapport aux autres régions. On constate encore une fois que les régions d'où est partie la Révolution restent plus concernées par la mobilisation collective et les mouvements protestataires : grèves et sit-in.

20.6% des répondants déclarent avoir participé à une grève l'année dernière, taux variable en fonction des catégories d'activité. Les lycéens (28.7%) et les étudiants (25.8%) présentent ainsi les taux les plus élevés. De même, le taux est plus élevé au milieu non communal et dans l'Ouest du pays.

66.1% des répondants déclarent avoir suivi à la télévision les débats de l'ANC. Ce taux ne varie que faiblement en fonction des catégories de jeunes. Les seules différences significatives existent entre les régions avec, notamment, des taux élevés au Nord Est et Sud Est.

18.1% des jeunes auraient participé à un meeting politique durant l'année dernière, les hommes (22.1%) plus que les femmes (17.2%). Les participants sont plutôt de niveau universitaire (26%), étudiants (28.4%) du Grand Tunis (25.1%). La politique intéresse toujours plus les hommes, les jeunes instruits, les étudiants et ceux issus des grandes villes (le Grand Tunis).

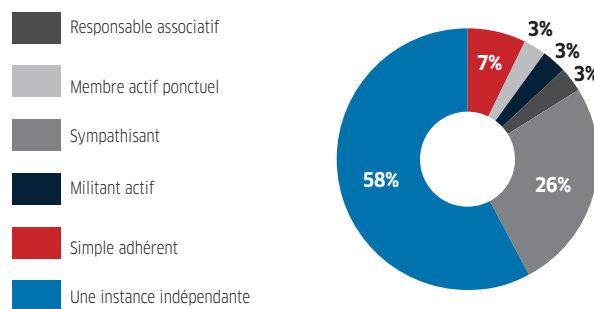
39.5% des répondants déclarent avoir communiqué leur avis politique via les réseaux sociaux. Cela concerne essentiellement les niveaux d'instruction universitaire (53.6%), étudiant (56.9%), le milieu communal (45.2%) par opposition au milieu non communal (36%), et du Grand Tunis (50.4%).

Seuls 8.3% des répondants auraient donné de l'argent à un parti politique, l'année dernière, alors qu'une proportion plus importante (16.9% des répondants) aurait donné de l'argent à une association. Ce taux est plus élevé chez les moins jeunes (22% pour les 25-30 ans), les femmes (20.8%) et les niveaux d'instruction universitaire (21.8%).

### Degré d'implication au sein d'une organisation de la société civile

58% des répondants n'auraient aucune activité associative et seraient tout au plus sympathisants (25.9%) d'une association. 10% sont de simples adhérents ou des membres actifs ponctuels. Seuls 6% des jeunes interrogés seraient des membres actifs ou des responsables associatifs.

Figure 53 : Quel est votre degré d'implication au sein d'une organisation de la société civile (association dans n'importe quel domaine, syndicat...) ?



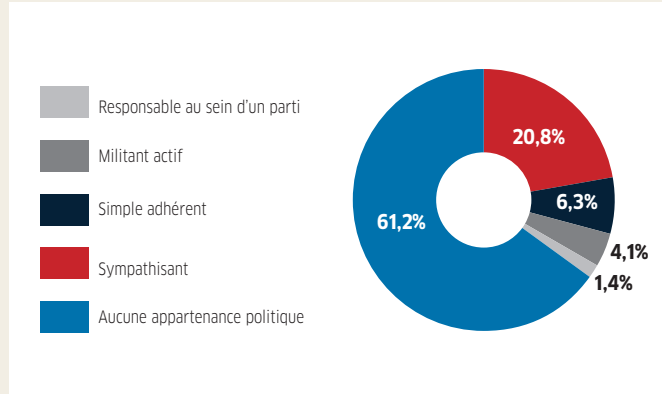
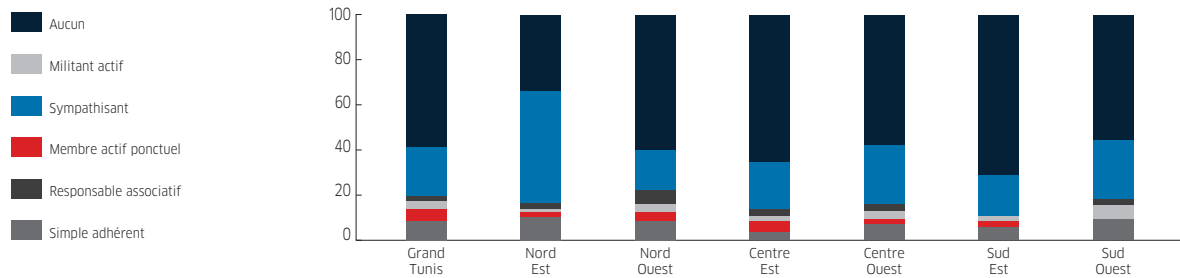
# Principaux résultats

30

Le taux d'implication ne serait pas variable en fonction de l'âge, du genre et du milieu. Il varie cependant en fonction de la nature d'activité, du niveau d'instruction et entre les régions.

Ainsi, les étudiants, les chômeurs et ceux ayant un niveau d'instruction universitaire seraient ainsi les plus actifs dans le domaine associatif. Par ailleurs et sur le plan régional, c'est au Grand Tunis et au Nord-Ouest que les jeunes semblent les plus impliqués dans la vie associative (voir illustration), même si, globalement, les taux d'implication restent très faibles quelle que soit la région.

**Figure 54 : Quel est- votre degré d'implication dans une organisation de la société civile, par région économique**



Les taux d'implication politique augmentent avec l'âge et varient faiblement avec les autres caractéristiques.

## Degré d'implication dans un parti politique

Près de deux jeunes sur trois n'ont aucune appartenance politique, 20.8% sont des sympathisants ou de simples adhérents à des partis. Seuls 4.1% sont des militants actifs ou des responsables au sein d'un parti politique.

**Figure 55 : Quel est votre degré d'implication dans un parti politique?**

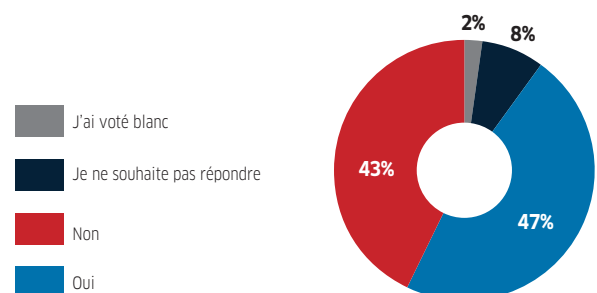
L'implication politique et associative présente le même profil ou presque et montre surtout une faible implication des jeunes tunisiens dans la vie publique. Quand on compare cette implication faible au sein des structures partisans et associatives à la participation importante aux formes de mobilisations protestataires, on constate qu'on est toujours dans la configuration de la Révolution du 14 Janvier et que les partis politiques et les associations n'arrivent toujours pas à gagner la confiance des jeunes.

Ils diffèrent enfin significativement entre les régions. Ainsi, le Centre présente les taux d'implication politique les plus faibles.

## Comportement électoral

Plus de la moitié des répondants (55%) auraient voté lors des dernières élections, y compris le vote blanc. Ce taux reste cependant inférieur à la moyenne nationale.

**Figure 56 : Avez-vous voté aux dernières élections? (%)**

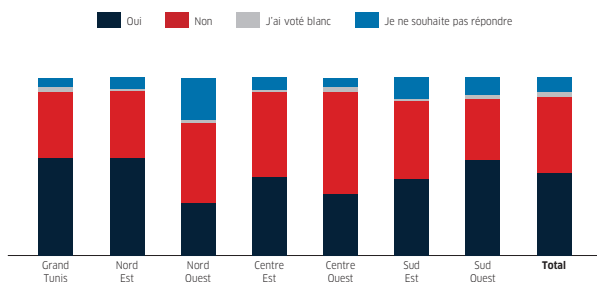




Le taux des votants augmente sensiblement avec l'âge et le niveau d'instruction. Par ailleurs, les jeunes habitant en milieu communal ont tendance à voter plus que ceux du milieu non communal. Enfin, les taux de jeunes votants les plus élevés sont observés au Grand Tunis et au Nord Est et les plus faibles sont ceux du Nord-Ouest (sachant que le taux de non réponse 27.4% est très élevé dans cette région) et le Centre Ouest, comme illustré dans les tableaux ci-dessous.

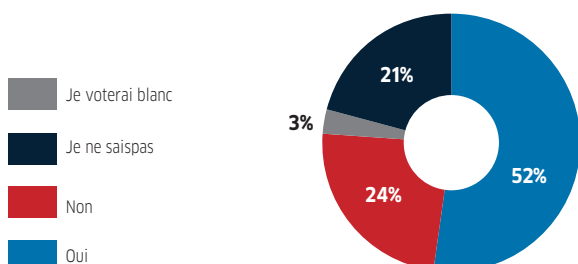
On voit que les régions les plus touchées par la misère, d'où est partie la Révolution, n'ont pas vraiment adhéré au processus enclenché par les élections en 2011.

**Figure 57: Avez-vous voté aux dernières élections?  
Par région économique (%)**



Une majorité de personnes questionnées (55%) compte voter aux prochaines élections (dont 3% voteraient blanc). Ces intentions de vote reproduisent le taux de ceux qui ont voté aux dernières élections (Pour rappel, 55,6% ont déclaré avoir voté lors des dernières élections). 24% ne voteraient pas, alors que 21% sont encore indécis.

**Figure 58 : Comptez-vous voter aux prochaines élections? (%)**



Cette tendance ne varie ni en fonction de l'âge ni du niveau d'instruction. En revanche, les hommes sont plus nombreux à répondre non alors que les femmes sont plus nombreuses à être indécises. Les actifs occupés présentent le taux le plus élevé de oui et le taux d'indécis le plus faible.

Les taux du oui et du non sont plus élevés dans le milieu non communal où le taux des indécis est plus faible que dans le milieu communal. Enfin, au Nord-Est et au Centre-Est, les jeunes ont l'intention de voter en masse. Le taux le plus élevé des indécis est observé au Grand Tunis, alors que les taux du « non » les plus élevés sont enregistrés au Centre-Ouest et au Grand Tunis. Cela veut dire que les chômeurs ne se sentent pas concernés par le processus en cours ; que les personnes intégrées sur le plan économique sont aussi intégrées politiquement et vice versa.

# Analyse des résultats de l'enquête

32

## LES JEUNES, LA SOCIÉTÉ ET LES FONDEMENTS DU VIVRE ENSEMBLE

Il s'agit de décrire les attentes des jeunes concernant le type de société dans laquelle ils aimeraient vivre et les fondements ou « principes » du vivre ensemble. Ces attentes renvoient, dans l'immédiat, à ce qu'ils pensent de certains « enjeux » de société aujourd'hui mis au-devant de la scène et du débat publics. Plus en amont, elles découlent de la conception de ce qui est supposé les unir : la nation. C'est cette conception du cadre et du socle commun qu'est la nation et le degré de convergence ou d'accord sur une définition et une représentation commune de celle-ci qui fonde les débats et les prises de position sur la nature de la société et les modalités du vivre ensemble.

Il est donc important d'observer ce que les jeunes pensent de certains enjeux de société que la nouvelle constitution devrait trancher et/ou formaliser. L'enquête permet à ce titre d'apporter un certain nombre d'éléments de réponse sur des débats d'une grande importance pour la rédaction de la constitution. S'agissant de la représentation commune ou plus ou moins partagée de la nation, le questionnaire apporte également un éclairage fort important et révélateur des lignes de fracture et des convergences entre les jeunes.

Ainsi, à la question: comment définissez-vous la Tunisie? Près de 57% des répondants la définissent comme un «Etat libre, indépendant et souverain: sa religion est l'Islam, sa langue est l'arabe et son régime est la République». De ce point de vue, l'article 1er de la Constitution de 59 semble faire largement consensus. Ces réponses ne varient que faiblement en fonction des catégories des jeunes et la différence entre les régions reste relativement pertinente. Il n'empêche que près de 40% des jeunes définissent autrement la Tunisie, dont 19,2% comme un Etat arabo-islamique, 12,5% comme un Etat civil et démocratique et 7,1% comme une République laïque.

Cette définition et conception de la Tunisie rejaillit sur la place donnée au sacré et aux femmes dans la société. Une majorité écrasante des jeunes (90%) considère que les atteintes au sacré doivent être punies par la loi et qu'en cas de conflit entre la protection du « sacré » et la liberté d'expression, c'est le premier

impératif (le sacré) qui devrait l'emporter (66%). Mais, en même temps, 75% des répondants considèrent que la constitution doit faire référence au corpus des valeurs universelles des droits de l'Homme.

Par ailleurs, près de 40% des répondants trouvent que les droits des femmes en Tunisie sont aujourd'hui menacés et 46,8% prônent des quotas de sièges réservés aux femmes afin de promouvoir leur accès aux processus décisionnels. Des résultats pourraient être qualifiés de paradoxaux mais reflètent, en réalité, une manière « d'être » à la Tunisienne, un mélange subtil de valeurs traditionnelles et modernes, mélange qui constitue le socle du vivre-ensemble et le fondement des attentes des jeunes vis-à-vis des institutions du pays.

## LES JEUNES FACE À L'ETAT ET A L'EXERCICE DU POUVOIR

Avec la révolution, c'est une nouvelle conception de l'Etat et des rapports entre celui-ci et la société qui devraient émerger. La construction de la démocratie suppose ainsi une réelle séparation et équilibre des pouvoirs. Elle suppose également un Etat plus proche et plus à l'écoute des citoyens. Il s'agit tout à la fois d'un enjeu de légitimité et d'efficacité : la participation des citoyens à la définition des choix qui déterminent leur avenir implique plus de décentralisation et davantage d'écoute de la part des gouvernants. D'autre part, la nouvelle conception des rôles de l'Etat et la modernisation de l'organisation et de l'exercice du pouvoir préparent un exercice plus efficace de celui-ci. De l'hyper-présidentialisme, de la méfiance et de la distance entre le citoyen et l'Etat perçu comme corps étranger et dominateur, la jeunesse Tunisienne souhaite passer à des interactions plus apaisées et confiantes.

Paradoxalement, alors que 60% des jeunes considèrent que le président de la République devrait avoir plus de pouvoir que le chef du gouvernement, 46% pensent qu'il devrait n'avoir que des pouvoirs symboliques et seulement 38,5% pensent qu'il devrait avoir plus de pouvoirs que l'assemblée élue. Ce paradoxe découle d'une certaine prégnance du modèle présidentieliste, qui reste relativement dominant dans la culture politique des jeunes tunisiens et traduit une tension entre la méfiance vis-à-vis d'un

président omnipotent (rappelant la figure de Ben Ali) et le désir d'un leadership fort et protecteur. La problématique de l'édification et de l'évolution de l'Etat national est inséparable de celle de l'inclusion et du développement régional. La révolution l'a rappelé avec force. La décentralisation, les rapports entre la capitale, le littoral et le reste du pays, constituent un enjeu majeur pour la réussite de la transition démocratique et les jeunes le disent avec force.

Cette décentralisation implique une nouvelle gouvernance nationale, régionale et locale ; une nouvelle production de l'unité nationale ; des mécanismes de coordination et de solidarité interrégionales et des financements adéquats. Les jeunes considèrent que les premières priorités pour approfondir la décentralisation sont d'ordre organisationnel. Ainsi, ils citent d'abord « la mise en place des mécanismes permettant de consulter les citoyens sur les priorités locales de développement » avec 32.6%, suivie de « l'élection de conseils régionaux » avec 28.6%.

## JEUNES, INSTITUTIONS ET RÉGULATION DES POUVOIRS

L'un des principaux enjeux de la transition démocratique est celui de l'édification d'institutions inclusives, transparentes, efficaces et stables. Ces institutions devront encadrer et répondre aux aspirations des jeunes et de l'ensemble de la société. En l'état actuel des choses, trois institutions se détachent et semblent être décisives pour les évolutions en cours. Il s'agit de l'ANC, de l'institution judiciaire et de l'appareil sécuritaire.

S'ils considèrent que les principales missions de l'ANC sont la rédaction de la Constitution (78%), la représentation des citoyens (52.6%) et le contrôle de l'action de l'Etat (49.9%), les jeunes estiment également que l'emploi devrait être la question à y discuter de façon prioritaire (près de 38% des jeunes). Ces chiffres sont d'autant plus importants à prendre en considération qu'ils sont plus de 70% des jeunes interrogés à suivre, au moins de temps en temps, les travaux de l'Assemblée et plus d'un cinquième à le faire régulièrement.

Concernant l'institution judiciaire, les jeunes portent un regard relativement sévère sur ce pilier de la transition démocratique :

ils sont plus de 74% à juger que les tribunaux ne sont pas facilement accessibles et plus de 52% à désigner la corruption comme principal dysfonctionnement de l'appareil judiciaire.

Enfin, au sujet de l'institution sécuritaire, les jeunes semblent avoir un avis mitigé. En effet, à la question quels jugements portez-vous sur l'action des forces de sécurité, ils sont 45,1% à ne pas avoir d'avis tranché (leur jugement n'est ni positif ni négatif). Comparé à la méfiance qui caractérisait les relations entre les citoyens et les forces de sécurité, ce résultat peut être considéré comme encourageant et en tout cas révélateur de possibilités de progression.

Afin de réformer les secteurs de la justice et de la sécurité, les jeunes s'attendent prioritairement au recrutement d'un nouveau personnel pour prendre la place de celui impliqué dans les pratiques de l'ancien régime. Ils préconisent, également, la rééducation et la réinsertion de ces personnes et, enfin, leur limogeage.

## LES JEUNES ET LES NOUVELLES RÈGLES DU JEU : DROITS, LIBERTÉS ET CONSTITUTION

La définition de nouvelles règles du jeu dans le champ politique passe par deux voies : la transition progressive vers la démocratie (mais quelle démocratie appellent de leurs vœux les jeunes ?) et l'élaboration d'une nouvelle Constitution qui garantit le respect des droits et des libertés fondamentales et définit les termes du contrat politique sur lequel s'entendent l'ensemble des acteurs et parties prenantes.

D'abord, comment les jeunes définissent-ils et perçoivent-ils la démocratie ? Ils sont une minorité à rejeter le modèle démocratique, soit en l'assimilant à une idée importée de l'Occident et inadaptée à la Tunisie (13,4%), soit à un facteur de désordre potentiel (10,3%). Une large majorité d'entre eux définit la démocratie comme une « garantie de jouissance des droits de l'homme » (67%) et comme « un système de gouvernement fondé sur la volonté du peuple qui choisit ses dirigeants et en juge l'action » (64,9%). Ces chiffres deviennent plus significatifs lorsqu'on sait que près de 75% des jeunes estiment nécessaire de faire référence dans la nouvelle Constitution au corpus des valeurs universelles des droits de l'Homme.

D'autres éléments de l'enquête montrent que la majorité des jeunes opte implicitement pour une démocratie représentative plutôt que participative : aussi pensent-ils à 64,1% (près des deux tiers) que le vote constitue un outil principal dans le changement de la société, alors que 37,1% d'entre eux (un peu plus que le tiers seulement) attribue cette vertu à l'action militante de la société civile.

Malgré leur implication massive dans les mobilisations qui ont abouti à la chute du régime de Ben Ali, à peine un tiers des jeunes (29,3%) se sentent aujourd'hui impliqués dans le processus d'élaboration de la Constitution ; ce qui se traduit par l'ignorance complète par la majorité d'entre eux (56,3%) du contenu de la Constitution en cours d'élaboration.

Une infime minorité (12,3%) seulement déclare avoir une idée du contenu de l'ébauche rendue publique par l'ANC. Le degré d'implication des jeunes varie en fonction de plusieurs variables tels que le sexe, l'âge et la région : il augmente chez les femmes, les plus âgés et dans les régions intérieures d'où est partie la Révolution. Il diminue chez les jeunes qui semblent plus concernés par leur salut et leur réussite personnelle que par des enjeux politiques et collectifs, c'est-à-dire à la fois chez les actifs occupés et les chez les chômeurs.

Mais quel que soit leur degré d'implication, les jeunes sont dans leur écrasante majorité (près de 90%) d'accord à considérer que les droits à la sécurité, à l'emploi et à la liberté d'expression doivent être garantis par la nouvelle Constitution.

## LES JEUNES ET L'ÉMERGENCE DE NOUVEAUX ACTEURS

Près de la majorité des jeunes (43,5%) approuvent le fait de poursuivre juridiquement toutes les personnes qui ont collaboré avec l'ancien régime, mais ils sont plus mitigés quant à l'exclusion de la vie politique des dirigeants nationaux (membres du gouvernement, du bureau politique, etc.) de l'ex-RCD : seulement 18,5% des jeunes soutiennent l'application de mesures d'exclusion à leur égard. Ils sont, en revanche, plus sévères dans leur jugement en ce qui concerne les mounachidines, dont ils demandent à 23,8% l'exclusion de la vie politique. Il semblerait ainsi

que la « compromission morale » des « mounachidines » suscite davantage d'indignation que le rôle des dirigeants nationaux du RCD, assimilés à des « professionnels » de la politique.

Les attentes des jeunes en matière de « moralisation » de la vie politique sont clairement exprimées. A leurs yeux, les trois principaux critères selon lesquels les acteurs politiques doivent être jugés résident, d'abord, dans les « actes concrets et les promesses tenues » (74%), ensuite dans la « compétence » (60%) et, enfin, dans « l'honnêteté et la rigueur » (38,1%). Cela veut dire que les jeunes considèrent que les politiques ont une obligation de résultat (qui a pour condition la compétence), mais ils en attendent, également, la conformité à une certaine éthique.

Ils leur demandent par ailleurs, et particulièrement aux élus de l'ANC, plus de contact direct et de travail de terrain (l'organisation de visites locales est citée par 65,7% des sondés), de consultations locales (l'organisation d'auditions décentralisées est citée par 65,7% des jeunes) et d'implication de la société civile (l'invitation des représentants de la société civile dans les commissions est citée par 52,1% des jeunes). Ce sont ces attentes, en partie déçues, qui expliqueraient le fait que 25,8% des jeunes trouvent que la classe politique n'a pas été du tout renouvelée, contre 32,4% qui estiment qu'elle a été partiellement renouvelée. Mais en affirmant que les hommes et les femmes politiques n'ont pas changé, les jeunes ne voudraient-ils pas dire, plutôt, que c'est « la politique » qui n'a pas encore vraiment changé ?

## JEUNES, CHANGEMENT ET TRANSITION

Comment les jeunes hiérarchisent-ils en termes de priorités l'action de la nouvelle classe politique, sachant que celles-ci sont diverses ? Comme le montrent plusieurs indicateurs, la principale priorité dans l'esprit des jeunes demeure l'emploi. Bien que le rôle de l'Assemblée Nationale Constituante consiste, en premier lieu, dans l'élaboration de la nouvelle Constitution, les jeunes considèrent, à près de 40%, que la question qui doit y être discutée de manière prioritaire est celle de l'emploi. La place de l'Islam dans la vie publique et l'identité nationale (17,1%) et l'égalité entre hommes et femmes (13,1%) arrivent loin derrière. Ces taux varient naturellement avec l'âge, le statut économique et le genre : la priorité absolue de l'emploi est, logiquement, plus



nette chez les chômeurs (48%) et augmente avec l'âge, alors que les femmes accordent plus de priorité à l'égalité entre les sexes et moins à l'identité nationale (y compris le rôle du religieux) et à l'emploi. La principale attente des répondants, en ce qui concerne les politiques publiques qui leur sont destinées, se rapporte aussi à l'emploi, avec un taux de 76,2% des répondants. « L'amélioration de la qualité de la formation et de l'enseignement » vient en seconde position (42,3%), ce qui veut dire que bon nombre de jeunes se soucient de leur préparation à la vie active et sont bien conscients que les politiques 'quantitatives' se sont faites au détriment de la qualité de la formation.

La priorité absolue de l'emploi est aussi largement exprimée, s'agissant des attentes vis-à-vis de l'Exécutif et plus particulièrement du gouvernement. Les cinq premiers chantiers sur lesquels le gouvernement doit se focaliser selon les jeunes sont, dans l'ordre, « la réduction du chômage et de la pauvreté (82,4%), « la sécurité » (64,3%), « la lutte contre la corruption » (55%), « l'éducation » (50,8%) et, enfin, « la réduction des disparités spatiales » (45,3%). Ainsi, les sources de frustration qui ont été à l'origine de la Révolution et ont alimenté les revendications qu'elle a porté continuent d'inquiéter les jeunes au plus haut point. S'y ajoute le souci sécuritaire, né des retombées et des dérives du contexte post-révolutionnaire.

Il est d'ailleurs significatif que 53% des jeunes pensent que la situation du pays en matière de sécurité s'est nettement dégradée. De même, il n'est pas sans intérêt de noter que « la réduction des disparités spatiales » présente des taux significativement plus élevés dans les régions de l'Ouest, exprimant clairement les frustrations régionales qui étaient à l'origine de la Révolution.

Sur le plan politique, la réussite du processus de transition préoccupe également les jeunes qui semblent accorder à la société civile un rôle de 1er plan dans son aboutissement : 59% considèrent que les organisations de la société civile sont des garants de la réussite du processus. Ils penchent dans leur majorité (51,8%) pour une réédition de l'expérience des élections du 23 octobre 2011, en estimant que l'organisation d'élections libres et transparentes doit être d'abord de la responsabilité d'une instance indépendante. Ils sont aussi une large majorité (63%) à considérer

que la justice transitionnelle doit être un processus global, prenant en compte l'ensemble des dimensions requises et respectant une démarche à plusieurs étapes, contre une minorité (25%) favorable à une « justice d'exception ».

Près de la moitié des jeunes (44%) font confiance à une instance indépendante dans la conduite du processus de justice transitionnelle. Plus de 33% d'entre eux pensent, en revanche, que la meilleure façon de traiter les violations des droits de l'Homme est de juger les auteurs des exactions les plus graves ; ils sont un peu moins nombreux (27,9%) à estimer qu'il faut assortir de tels procès d'une indemnisation des victimes et de l'obtention de leur pardon.

L'autre fléau qui semble préoccuper les jeunes au plus haut point est la corruption : ils sont une majorité (61%) à penser que la corruption est un phénomène généralisé et systémique et un tiers d'entre eux (29%) affirme que la justice doit prendre en main la lutte contre ce fléau. Selon les jeunes, les secteurs les plus touchés par la corruption sont, dans l'ordre, l'appareil sécuritaire (26,2%), le système éducatif (22,5%) et, enfin, les services douaniers (16,4%).

Si on peut considérer que l'appareil sécuritaire continue de pâtir de la perception de son rôle d'avant la Révolution, le classement en 2ème position du système éducatif doit être pris pour une alerte, dans la mesure où il dénote de l'érosion du modèle méritocratique sur lequel s'est bâtie l'école de l'Indépendance et, au-delà, d'un modèle de justice sociale fondé sur l'égalité des chances et la promotion par l'éducation, qui a longtemps fonctionné. De même, l'inquiétude par rapport à la corruption est d'autant plus préoccupante qu'ils sont près de 44% à n'avoir pas entendu parler des efforts engagés pour la réduire ; ce qui signifie que les efforts investis ne font pas l'objet d'une communication suffisante, ne sont pas « audibles » politiquement ou n'arrivent pas jusqu'aux régions intérieures.

Sur le fond des mesures à prendre, les répondants pensent majoritairement que la lutte contre la corruption doit mobiliser 2 instruments majeurs, la répression (citée en premier lieu à 24,7%) et la prévention (citée en second, à 24,2%), mais qu'elle ne doit pas perdre de vue la formation et l'amélioration des salaires et des conditions de travail, citée comme deuxième approche par près de 19% des jeunes.

## AU-DELÀ DES ATTENTES : L'ENGAGEMENT DES JEUNES

A quel point les jeunes se perçoivent-ils et agissent-ils en citoyens ? Nous disposons de quelques données intéressantes à cet égard qui relèvent de trois registres : l'associatif, le politique notamment du point de vue de l'engagement partisan, et le comportement électoral.

Sur le plan normatif, les jeunes admettent dans leur majorité (59,9%) la nécessité de s'engager dans la société civile. L'intérêt de s'engager aux côtés des organisations de la société civile est plus fréquent chez les femmes et en milieu communal et augmente avec le niveau d'instruction. Il est d'ailleurs paradoxal de constater que cet intérêt ne se traduit pas par un engagement réel : seuls 13% des jeunes seraient adhérents, militants actifs ou responsables d'une association. Ce taux d'implication varie en fonction de la nature d'activité, du niveau d'instruction et de la région : il est plus élevé chez les étudiants et les chômeurs, chez ceux qui ont un niveau d'instruction universitaire ; dans le Nord-Ouest et le Grand Tunis.

Dans le même sens, les jeunes semblent s'intéresser faiblement à la politique et encore moins participer à des structures partisans. Globalement, 59,2% n'accordent pas du tout (16,2%) ou plutôt pas (43%) d'intérêt à la politique. Les étudiants et les actifs occupés seraient plus intéressés par la politique. Cela signifie que les jeunes les plus intégrés socialement sont aussi ceux qui ont le plus d'intérêt pour la chose publique et le destin commun. Sur le plan de l'engagement partisan, on trouve également peu de jeunes : 61,2% affirment n'avoir aucune appartenance politique et seuls près de 10% sont soit de simples adhérents (6,3%), soit des militants actifs (4,1%). En revanche, ils sont plus nombreux à avoir participé à une manifestation l'année écoulée (45,7%), exprimé un avis politique sur les réseaux sociaux (39,5%), participé à un sit-in (25,9%) et à une grève (20,6%).

Quand on compare cette implication faible au niveau des structures partisans et associatives et à la participation relativement importante aux formes de mobilisations protestataires, on constate que près de 2 ans après, on se trouve toujours dans la configuration de la Révolution du 14 Janvier 2011 et que les partis et les associations n'arrivent toujours pas à gagner la

confiance des jeunes, qui marquent une préférence pour les modes spontanés au détriment des formes organisées de mobilisation politique. Cette mobilisation de type protestataire est plus importante chez les hommes que chez les femmes ; les étudiants que les actifs occupés ; et davantage dans les régions du Centre Ouest et du Nord-Ouest.

Enfin, il ressort de l'enquête qu'à peine un peu plus que la moitié des jeunes (55%) ont voté aux élections du 23 octobre 2011 et que ce taux resterait quasiment inchangé (avec 3% de votes blancs) aux prochaines élections. Il est important de souligner que le taux de votants augmente sensiblement avec l'âge et le niveau d'instruction et dans le milieu communal. Parmi les jeunes répondants, les taux de votants les plus élevés sont observés dans le Grand Tunis et au Nord-Est et les plus faibles dans le Nord-Ouest et le Centre-Ouest. Cela tend à indiquer que les jeunes des régions les plus défavorisées, qui ont donné les premières étincelles de la révolution, sont restés assez sceptiques vis-à-vis du processus enclenché par les élections d'octobre 2011.

## CONCLUSION

La période de transition que connaît la Tunisie est exceptionnelle à plus d'un titre, puisque le pays s'apprête à poser les bases de sa deuxième République. Ceux à qui incombe cette lourde tâche sont d'abord les membres de l'Assemblée Nationale Constituante (ANC). Ces derniers ont été élus le 23 octobre dernier à la suite d'une Révolution dont les principaux acteurs ont été les jeunes. Le scrutin ayant donné naissance à l'Assemblée Nationale Constituante représente une étape importante dans la transition démocratique puisqu'il constitue un jalon vers la construction d'une nouvelle Tunisie caractérisée par la démocratie, la transparence, la démocratie de proximité, la bonne gouvernance locale et un environnement favorable à la réalisation des aspirations des jeunes. Cette phase de transition a également donné naissance à une multitude de partis politiques de tous bords, mais aussi à des dissolutions, coalitions, démissions, fusions... Autant d'événements qui étaient auparavant absents du paysage politique tunisien.

C'est dans ce cadre que se pose la question des aspirations des jeunes face à un avenir encore plein d'incertitudes. La réussite du processus démocratique et constitutionnel, dont les principaux acteurs sont l'Assemblée Nationale Constituante et le Gouvernement, dépend en grande partie de la capacité de ces derniers à répondre aux aspirations et attentes de la population en général et des jeunes en particulier. Des outils permettant la participation des jeunes à ce processus, une meilleure écoute de leurs opinions par l'Assemblée et l'encouragement du dialogue national représentent un élément clé pour le succès de la transition en cours.

Dans ce contexte, le projet d'appui au processus constitutionnel, parlementaire et au dialogue national, mis en œuvre par le PNUD, avec le soutien du Japon, de la Belgique, de l'Union européenne, de la Suède, de la Norvège et du Danemark, a commandité la présente enquête, en vue de fournir des données fiables permettant d'éclairer le travail des Constituants, du Gouvernement et des décideurs sur les aspirations des jeunes. L'analyse de l'enquête révèle une multitude de résultats riches en informations quant aux attentes des jeunes à l'égard du travail de l'ANC, à leur perception des institutions et à leur opinion au regard de plusieurs problèmes de société débattus durant la

transition. Si, dans certains cas, les résultats surprennent par leur aspect paradoxal, ils confirment, néanmoins, ce mélange de conservatisme et de modernisme qui caractérise la Tunisie, et notamment sa jeunesse.

Ces jeunes, ayant été les principaux acteurs de la Révolution, se trouvent être aujourd'hui assez éloignés de la conduite des affaires politiques, économiques et sociales du pays. Dès lors, des efforts soutenus devraient être consentis par les différents acteurs de la transition démocratique pour les amener à s'impliquer davantage dans l'avenir du pays.

En ce sens, les résultats de l'enquête représentent une mine d'informations aussi bien pour l'Assemblée Nationale Constituante dans l'élaboration de la Constitution, que pour le Gouvernement dans la définition et la mise en œuvre des politiques appropriées.

## Annexe 1. METHODOLOGIE DE L'ENQUETE

### PREPARATION DU QUESTIONNAIRE

A l'aide de diverses données recueillies lors d'une première étape de l'étude, et tenant compte des objectifs de la mission, l'équipe d'experts a procédé à la préparation du questionnaire et de son contenu. Le questionnaire a été préparé de sorte à être facile de compréhension tout en intégrant suffisamment de variables pour une analyse approfondie. Un maximum de thématiques faisant aujourd'hui partie des défis posées à l'ANC, au gouvernement et aux différents acteurs politiques, y a été incorporé.

La première version du questionnaire a fait l'objet d'un test à l'aide d'un focus group comprenant un panel diversifié de jeunes tunisiens. La version qui en a émané a été remise à l'équipe du PNUD pour vérification et validation. La version fournie par le PNUD a enfin été révisée par l'équipe d'experts et a fait l'objet d'un ultime test lors de la formation d'enquêteurs. La version définitive du questionnaire, quoique caractérisée par une richesse des thématiques couvertes, témoigne de quelques limitations comme sa longueur et la difficulté de certains sujets posés.

### LE PLAN DE SONDAGE

#### La méthode retenue

La méthode retenue pour la réalisation de l'enquête est un sondage empirique, ie, la méthode des quotas (dans le cadre d'un sondage à deux degrés).

- Au premier degré, nous avons choisi de manière aléatoire un échantillon de zones géographiques d'interventions: des délégations;
- Au second degré, et à l'intérieur de chaque délégation échantillonnée, nous avons enquêté auprès d'un échantillon de jeunes retenus par la méthode des quotas:
- Cette méthode repose sur une bonne connaissance statistique de la population des jeunes âgés de 15 à 29 ans (3 063 792), à travers la disponibilité de leur distribution selon des caractères connus appelés «variables de contrôle» et obtenus à partir de l'enquête population emploi 2012 de l'INS;
- En se fixant un taux de sondage et une taille d'échantillon de

1000 jeunes, on obtient la répartition de l'échantillon selon ces mêmes variables en multipliant les effectifs de chaque modalité par le taux de sondage;

- La taille de l'échantillon traité sur chaque feuille de quotas, a été majorée de 10% en prévision des non réponses partielles. Cela permet de ne pas handicaper l'exploitation des résultats de l'enquête en cas de taux élevé de non réponse.

#### Les variables de contrôle

Nous avons retenu les variables de contrôle suivantes :

- 1/ Le gouvernorat : 24 gouvernorats;
  - 2/ Le milieu de résidence : milieu communal ou non communal;
  - 3/ Le genre : masculin – féminin;
  - 4/ Le type d'activité : actif occupé, chômeur ou inactif;
  - 5/ La tranche d'âge : 15 à 19 ans, 20 à 24 ans et 25 à 29 ans;
  - 6/ Le niveau d'instruction : néant, primaire, secondaire et supérieur;
- Les deux premières variables permettent de définir les domaines d'étude du premier degré du sondage et optimiser ainsi le tirage aléatoire des unités primaires (les délégations échantillons);
  - Les quatre dernières variables permettent ensuite, au second degré, de définir les quotas à respecter par les enquêteurs, pour un choix raisonné des jeunes échantillonnés à l'intérieure de chaque unité primaire.

#### Répartition géographique de l'échantillon

##### La sélection des délégations:

- La zone d'intervention retenue est la délégation (264 délégations sont identifiées au niveau national).
- Au premier degré du sondage : tirage aléatoire de 50 délégations échantillons parmi les 264 disponibles, en définissant les gouvernorats comme strates indépendantes;
- Le nombre de délégations échantillon retenu dans chaque gouvernorat est proportionnel au nombre des jeunes par gouvernorat;
- Ensuite à l'intérieur de chaque gouvernorat, le nombre de délégations retenus est proportionnel à la répartition des jeunes par milieux communal et non communal .

##### La sélection des jeunes:

A l'intérieure de chaque délégation échantillon, nous demandons



à l'enquêteur de choisir 20 personnes âgées de 15 à 29 ans et remplissant les conditions des quotas (celles du gouvernorat et du milieu auquel appartient la délégation échantillon).

L'effectif des jeunes échantillons par milieu et par gouvernorat s'obtient en multipliant le nombre de délégations sélectionné dans chaque gouvernorat par 20 (effectif de personnes échantillons par délégation), soit au total  $50 \times 20 = 1\,000$  individus.

**Tableau 5: Répartition des délégations et des jeunes échantillons par milieu et gouvernorat :**

Gouvernorat	Nombre de délégations			Nombre de jeunes		
	communal	Non communal	Total	communal	Non communal	Total
Tunis	5	0	5	100	0	100
Ariana	2	0	2	40	0	40
Ben Arous	3	0	3	60	0	60
Mannouba	1	1	2	20	20	40
<b>District de Tunis</b>	<b>11</b>	<b>1</b>	<b>12</b>	<b>220</b>	<b>20</b>	<b>240</b>
Nabeul	2	1	3	40	20	60
Zaghouan	0	1	1	0	20	20
Bizerte	1	1	2	20	20	40
Nord Est	3	3	6	60	60	120
Béja	0	1	1	0	20	20
Jendouba	1	1	2	20	20	40
Le Kef	1	0	1	20	0	20
Siliana	0	1	1	0	20	20
<b>Nord-Ouest</b>	<b>2</b>	<b>3</b>	<b>5</b>	<b>40</b>	<b>60</b>	<b>100</b>
Sousse	2	1	3	40	20	60
Monastir	3	0	3	60	0	60
Mahdia	1	1	2	20	20	40
Sfax	3	1	4	60	20	80
<b>Centre Est</b>	<b>9</b>	<b>3</b>	<b>12</b>	<b>180</b>	<b>60</b>	<b>240</b>
Kairouan	1	1	2	20	20	40
Kasserine	1	1	2	20	20	40
Sidi Bouzid	0	2	2	0	40	40
<b>Centre Ouest</b>	<b>2</b>	<b>4</b>	<b>6</b>	<b>40</b>	<b>80</b>	<b>120</b>
Gabés	1	1	2	20	20	40
Medenine	2	0	2	40	0	40
Tataouine	1	0	1	20	0	20
Sud Est	4	1	5	80	20	100
Gafsa	1	1	2	20	20	40
Tozeur	1	0	1	20	0	20
Kebili	1	0	1	20	0	20
<b>Sud-Ouest</b>	<b>3</b>	<b>1</b>	<b>4</b>	<b>60</b>	<b>20</b>	<b>80</b>
<b>Total</b>	<b>34</b>	<b>16</b>	<b>50</b>	<b>680</b>	<b>320</b>	<b>1000</b>

## Tableaux statistiques nécessaires à l'élaboration des quotas

Au niveau de chaque milieu de résidence et pour chaque gouvernorat, l'enquête population emploi de 2012 nous fournit la répartition des jeunes de 15 à 29 ans selon les variables de contrôles déjà choisies. Il s'agit notamment de leur répartition proportionnelle par sexe et type d'activité ainsi que la répartition proportionnelle des jeunes selon les classes d'âge et le niveau d'instruction. C'est à partir de ces tableaux qu'on établit les feuilles de quotas par milieu pour chaque gouvernorat.

Tableau 6: Exemple de tableau statistique : milieu communal du gouvernorat de Tunis

Tunis		
Variables de contrôle	Modalités	Communal (%)
Sexe	Masculin	52.4
	Féminin	47.6
Type d'activité	Actif occupé	29.1
	Chômeur	12.5
	Inactif	58.4
Groupe d'âge	15 à 19	25.8
	20 à 24	36.5
	25 à 30	37.7
Niveau d'instruction	Néant	1.6
	primaire	10.5
	secondaire	53.7
	supérieur	34.2

## Elaboration des feuilles de quotas

Pour chaque délégation échantillon, nous fournissons à l'enquêteur une feuille de quotas qui lui donne la répartition des 20 personnes à interroger selon les différents caractères retenus. Ce document lui permet aussi de vérifier s'il a respecté les quotas imposés. Ainsi, après avoir rempli un questionnaire pour une personne ayant des caractéristiques données, il doit encadrer le numéro de la personne correspondant aux modalités de chaque variable de contrôle.

Tableau 7: Exemple de feuille de quotas : milieu communal du gouvernorat de Tunis

Variables de contrôle	Modalités	Communal (%)	N° à encadrer pour chaque modalité
Sexe	Masculin	11	1-2-3-4-5-6-7-8-9-10-11
	Féminin	9	1-2-3-4-5-6-7-8-9
Type d'activité	Actif occupé	6	1-2-3-4-5-6
	Chômeur	3	
	Inactif	11	1-2-3-4-5-6-7-8-9-10-11
Groupe d'âge	15 à 19	5	1-2-3-4-5-
	20 à 24	7	1-2-3-4-5-6-7
	25 à 30	8	1-2-3-4-5-6-7-8
Niveau d'instruction	Néant	0	
	primaire	2	1-2
	secondaire	11	1-2-3-4-5-6-7-8-9-10-11
	supérieur	8	1-2-3-4-5-6-7-8

## Les quotas empiriques

- Au total, l'échantillon collecté est formé de 1086 individus sur un nombre total de 1100 questionnaires distribués, ce qui correspond à un taux de réponse de 98,7%;
- Le respect des quotas lors de la collecte des données est une garantie nécessaire pour la précision de l'échantillon;
- Les données collectées font apparaître un respect des quotas c'est à dire une grande précision de la méthode d'échantillonnage utilisée comme illustré par les variables de contrôle.

## ENQUETE DE TERRAIN

### Recrutement et formation des enquêteurs

La prochaine étape a été le recrutement d'enquêteurs (tous des jeunes ayant une expérience dans la conduite d'enquêtes, au nombre de 12) et leur formation.

### Test du questionnaire

Lors de la journée de formation, les enquêteurs ont eu à tester la version finale du questionnaire. Le test a rencontré un succès certain auprès des participants et a provoqué un débat qui a permis aux enquêteurs de se familiariser avec le questionnaire et à l'équipe de recueillir tous les avis et les propositions des participants en vue de perfectionner ce dernier.

### **Présentation du plan de sondage**

Lors de la deuxième session, le plan de sondage retenu pour la réalisation de l'enquête de terrain a été présenté aux enquêteurs. Ce plan comprend la taille de l'échantillon, la sélection des délégations de l'enquête, la répartition de la population enquêtée par catégorie et par délégation et les tables de quotas par enquêteur.

### **Consignes aux enquêteurs et entraînement à l'enquête de terrain**

Les principales consignes relatives à la conduite de l'enquête ont été expliquées de manière détaillée aux enquêteurs. La discussion autour des consignes a été suivie par un jeu de rôles où les enquêteurs, réunis par binômes, ont interprété le rôle de l'enquêteur et celui de l'enquêté devant le reste de l'auditoire.

Cet exercice a permis d'illustrer beaucoup de points évoqués lors de la présentation des consignes et les enquêteurs ont été confrontés, par leurs camarades et par l'équipe, à des situations piégées, par exemple le cas de plusieurs amis voulant remplir un même questionnaire ou encore un enquêté qui sollicite l'aide de l'enquêteur pour choisir la « bonne » réponse, etc. La priorité a été accordée à l'auditoire pour résoudre les difficultés rencontrées lors du déroulement de l'entretien.

### **Clarification des concepts**

La 3ème session a eu lieu sous forme de table-ronde. Elle a eu pour objectif de clarifier les concepts du questionnaire et de répondre aux questions des enquêteurs. Les points soulevés par le groupe d'enquêteurs étaient variés et concernaient aussi bien les notions classiques de justice transitionnelle, de justice d'exception, de corruption ou de laïcité que des discussions plus générales, mais tout aussi nécessaires pour les enquêteurs, relatives aux prérogatives de l'assemblée constituante, à l'état d'avancement de la Constitution et à la situation politique du pays.

### **Logistique:**

A la fin de la journée de formation, on a distribué aux enquêteurs :

- le questionnaire actualisé suite aux modifications validées durant la session 1 en plusieurs exemplaires ;

- un badge personnalisé pour chaque enquêteur ;
- les tables de quota relatives aux régions couvertes par chaque enquêteur (contenant les informations relatives aux personnes à interviewer avec des données désagrégées par sexe, tranche d'âge, zone géographique, situation professionnelle et niveau d'études) ;
- une avance budgétaire pour couvrir les frais de déplacement.

### **Conduite de l'enquête de terrain**

Suite à la formation d'enquêteurs qui a eu lieu le vendredi 14 décembre 2012 dans les locaux du TPAD, l'enquête de terrain a débuté le lundi 17 décembre 2013. Le coordinateur de l'enquête chez TPAD a fourni à chaque enquêteur la liste des délégations dont il avait la charge ainsi que les tables de quota correspondantes. L'enquête de terrain a pris fin le mardi 9 janvier 2013.

L'équipe de coordination de l'enquête chez TPAD a suivi quotidiennement le travail des enquêteurs sur terrain. Des visites inopinées par l'équipe du projet ont été organisées afin de vérifier le travail des enquêteurs sur le terrain. Les enquêteurs ont pour leur part fait un compte rendu quotidien de leurs activités. Ils ont par ailleurs fait part des difficultés rencontrées et posé des questions relatives à certaines questions et/ou des règles énumérées dans les tables de quota en cas de doute. Des solutions ont ainsi pu être apportées en temps voulu et ont été partagées auprès de tous les enquêteurs.

Les enquêteurs ont restitué au fur et à mesure à TPAD les questionnaires complétés. Lors de la restitution des questionnaires, une vérification systématique de la validité des questionnaires a été entreprise. Les enquêteurs ont à cette occasion fait part de leurs principales observations et des difficultés rencontrées par délégation couverte par l'enquête.

Tous les questionnaires ont été numérotés et classés, après vérification, pour faciliter le travail de saisie des données. Bien que l'enquête de terrain se soit globalement passée dans des conditions favorables, les enquêteurs ont souvent fait face à des réticences de la part des jeunes. Hormis une résistance « contestataire » attendue, celle-ci est essentiellement due à deux facteurs : la longueur et la difficulté du questionnaire d'un côté ; et, la sollicitation des jeunes filles par des enquêteurs hommes, étant

perçue, dans certaines délégations du pays comme étant inacceptable.

### **Codage et saisie des données**

Un spécialiste du logiciel SPSS a ensuite réalisé le codage du questionnaire sur SPSS. Il a pu effectuer le codage durant la première semaine du mois de janvier 2013. Le codage a donné lieu à une liste de variables égale à 138. Le statisticien chef de mission a suivi de près ce travail de codage et s'est assuré de la conformité et de la validité de ce travail.

Après restitution du fichier SPSS, deux agents de saisie, connaissant le logiciel SPSS, ont pu démarrer le travail de saisie des données le mercredi 9 janvier 2013.

### **VARIABLES DE CONTROLE ET CARACTERISTIQUES SOCIO DEMOGRAPHIQUES DE L'ECHANTILLON**

L'enquête nationale sur la population et l'emploi réalisée par l'INS en 2012, précise que le nombre de jeunes tunisiens dont l'âge est compris entre 15 et 30 ans a atteint 3 063 792 individus. Nous avons cherché, dans un premier temps, à sélectionner l'échantillon de jeunes qui représentait le mieux la population totale des jeunes (mère) et qui pourrait fournir des résultats sur des domaines aussi fins que la région ou le niveau d'instruction.

Compte tenu de l'absence d'une base de sondage, qui présente l'identifiant et l'adresse de chaque individu de la population mère, les méthodes probabilistes de sondage n'étaient pas utilisables dans notre cas, nous avons donc opté logiquement pour l'application des méthodes empiriques.

Rappelons d'abord des principes de base :

- La taille de l'échantillon ne s'établit pas en fonction de la taille de la population (la taille de la population n'apparaît pas dans la formule mathématique de calcul de l'intervalle de confiance) ;
- Les sondages d'opinions, politiques par exemple, sont généralement effectués avec 1 000 répondants, peu importe la taille de la population;
- La taille optimale de l'échantillon est mesurée selon la « finesse » de l'analyse attendue : à mesure que nous désirons

analyser finement la population, l'échantillon de la population doit être grand, alors que la taille de la population reste invariable. A titre d'exemple, si 500 individus suffisent pour présenter une analyse globale sur toute la population, ce même nombre ne suffira pas à présenter des analyses par régions économiques (la population de jeunes restant invariable).

Dans ce contexte, la méthode de sondage à deux degrés (ou au second degré) a été retenue. La technique des quotas, une méthode empirique dont l'usage est recommandée en cas d'absence de base de sondage, est mobilisée pour choisir les jeunes échantillonnés.

Au premier degré, la répartition spatiale aléatoire de l'échantillon des jeunes est assurée par l'usage d'un sondage probabiliste avec stratification lors du tirage des délégations échantillons.

Etant non probabiliste, la méthode des quotas ne se prête pas à l'estimation de l'erreur d'échantillonnage. La qualité de l'échantillon dans cette méthode dépend du choix des variables de contrôle et de l'effort de terrain pour respecter les quotas définis à partir de ces variables. Il s'agit de faire correspondre les quotas empiriques, ceux de l'échantillon, aux quotas théoriques, déterminés dans le plan de sondage, relatifs à la population mère des jeunes et observables sur chaque feuille de quotas.

L'échantillon collecté est formé de 1086 individus sur un nombre total de 1100 questionnaires distribués, ce qui correspond à un taux de réponse de 98.7%.

Au total, les données collectées font apparaître un respect strict des quotas. En d'autres termes, une grande précision des quotas empiriques a été observée comme cela est illustré par les caractéristiques sociodémographiques de l'échantillon, utilisées comme variable de contrôle. Il est important de souligner que le respect des quotas lors de la collecte des données est une garantie nécessaire pour la précision de l'échantillon.

Nous développons dans ce qui suit, la répartition de l'échantillon en fonction des variables de contrôle utilisées



Tableau 8: Milieu de résidence

	Effectifs	%
Communal	727	66.9
Non communal	359	33.1
Total	1086	100

Près de 67% de l'échantillon sont issu du milieu communal, ce taux est conforme aux quotas théoriques (68% en 2012) et ne s'en éloigne que de 1%.

Tableau 9: Régions économiques

	Effectifs	%
Grand Tunis	261	24.03
Nord Est	145	13.4
Nord-Ouest	100	9.2
Centre Est	253	23.30
Centre Ouest	144	13.26
Sud Est	100	9.2
Sud-Ouest	83	7.6
Total	1086	100

Le tableau 5 présente la répartition de l'échantillon sur les 7 régions économiques de la Tunisie. Un respect strict des quotas théoriques peut être observé en se référant au plan de sondage. La répartition de l'échantillon sur les 7 régions économiques respecte dans une large mesure celle de la population mère dans les mêmes régions.

Les quotas relatifs aux autres variables de contrôle sont considérés en fonction de chaque gouvernorat et par milieu. Nous présentons dans ce qui suit leurs caractéristiques générales pour tout l'échantillon :

Tableau 10: Répartition de l'échantillon selon le genre

	Effectifs	%
Homme	562	51.75
Femme	522	48.1
Total	1084	99.8

L'échantillon respecte les quotas définis par la variable de contrôle «genre» dans la mesure où les quotas sur la population mère pour l'année 2012 présentent 51.4% des jeunes de sexe masculin.

L'enquête EPE 2012, indique que 56.7% des 15-30 ans sont inactifs (élèves, étudiants, service militaire, femme au foyer et autres inactifs). La figure suivante montre que ce taux s'élève à 57.8% pour notre échantillon.

Figure 59: Type d'activité (en pourcentage)

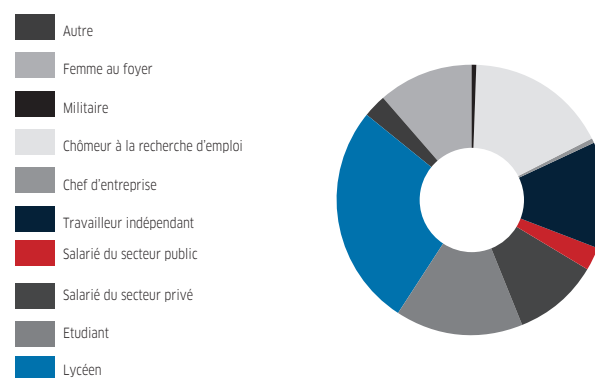


Tableau 11: Répartition de l'échantillon par classe d'âge

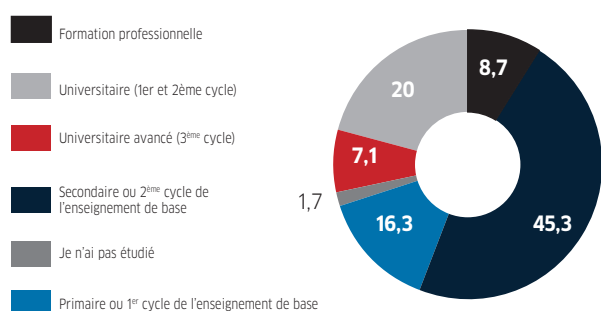
	Effectifs	%
de 15 à 19 ans	348	32.04
de 20 à 24 ans	381	35.08
de 25 à 30 ans	354	32.60
Total	1083	99.72

De la même manière, nous relevons une grande précision des quotas empiriques ; les quotas théoriques, s'élevant respectivement à 31.8% pour la classe 15-19, 34.8% pour la classe 20-24 et 33.4% pour la classe 25-30 ans.

Concernant le niveau d'instruction, nous avons relevé un écart entre les quotas théoriques et empiriques, ce qui ne remet pas en cause la qualité des estimations empiriques de l'étude. Cet écart s'élève à environ 7% pour les niveaux «néant et primaire»

(18.2% empirique contre 25.42% théorique) et «universitaire» (27.3% empirique contre 20.55% théorique) et à moins de 1% pour le niveau secondaire (54.5% empirique contre 53.82% théorique)

**Figure 60: Niveau d'instruction (en pourcentage)**



Par ailleurs, l'enquête a permis d'observer d'autres caractéristiques sociodémographiques des jeunes de 15 à 30 ans qui permettent de comprendre leurs avis. Il s'agit essentiellement de l'état marital, la taille du ménage, le revenu mensuel et la parentalité, dont les statistiques sont présentées dans le rapport final.

## Annexe 2. QUESTIONNAIRE

### Introduction et objectifs de l'enquête

Ce questionnaire est préparé dans le cadre d'une mission du Programme des Nations Unies pour le Développement (PNUD) pour la réalisation d'une enquête auprès des jeunes tunisiens sur leurs attentes quant au processus constitutionnel et à la transition démocratique.

L'objectif général de cette enquête est de mettre à la disposition des membres de l'Assemblée Nationale Constituante, du gouvernement et des autres acteurs des données à jour, fiables et précises sur les attentes des jeunes à l'égard de la Constitution et du processus de transition, de manière générale. De manière spécifique, elle vise à :

- Identifier les aspirations des jeunes à l'égard de la Constitution et de la transition démocratique sur la base de données fiables;
- Etablir le lien entre les attentes des jeunes et les différents acteurs politiques et institutionnels concernés ;
- Présenter des conclusions traduisant les aspirations des jeunes et susceptibles d'être exploitées par l'Assemblée constituante et le Gouvernement.

*Votre collaboration en répondant aux questions ci-dessous est très appréciée et toutes vos réponses sont confidentielles.*

Lieu de résidence

Gouvernorat

Délégation

Quartier

Téléphone

E-mail

1/Date de l'entretien:

2/ Lieu de l'entretien

☐ Domicile

☐ Café

☐ Rue

☐ Autre

3/ Nom de l'enquêteur:

4/ Signature de l'enquêteur

## PARTIE I: LE PROCESSUS CONSTITUTIONNEL

1/Suivez-vous régulièrement les travaux de l'ANC ?

☐ OUI ☐ NON

2/ A travers quels canaux ?

☐ Internet ☐ TV ☐ Radio ☐ Journaux

☐ De bouche à oreille

3/ Avez-vous une idée du contenu du draft de la Constitution ?

☐ OUI ☐ NON

4/ Vous sentez-vous impliqué dans le processus d'élaboration de la Constitution?

☐ OUI ☐ NON

5/ Connaissez-vous les élus à l'ANC de votre gouvernorat ?

☐ OUI ☐ NON

6/ Globalement, êtes-vous satisfaits du travail de l'Assemblée Nationale Constituante?

☐ Très satisfait ☐ Plutôt satisfait ☐ Moyennement satisfait

☐ Plutôt insatisfait ☐ Pas du tout satisfait

7/ Quelles doivent être, selon vous et par ordre de priorité, les missions de l'ANC? Noter de 1 à 6

☐ Rédiger la Constitution ☐ Voter les lois ☐ Contrôler l'action du gouvernement

☐ Elire le président de la République

☐ Représenter les citoyens des gouvernorats

☐ Adopter le budget de l'Etat

8/ Parmi les questions suivantes, quelles sont, à votre avis, celles qui doivent être discutées prioritairement au sein de l'ANC (classez par ordre de priorité) ?

☐ L'égalité entre hommes et femmes ☐ L'identité nationale

☐ Les libertés individuelles et collectives

☐ La place de l'Islam dans la vie publique ☐ L'emploi

☐ Le système éducatif ☐ Le système de santé

☐ L'équilibre des pouvoirs et la nature du régime politique

9/ A votre avis, la Constitution doit-elle faire référence au corpus des valeurs universelles des droits de l'homme ?

☐ OUI ☐ NON

10/ Parmi les droits/libertés suivants quels sont, par ordre d'importance, ceux qui doivent être garantis par la Constitution ?

Droits et libertés	N
La sécurité	
L'égalité entre hommes et femmes	
Les droits politiques	
L'accès à la justice	
La liberté de manifester	
La liberté de culte	
Le droit à un environnement sain	
La liberté d'expression	
Le droit à l'emploi	
Les droits économiques et sociaux	

11/ Comment définiriez-vous la Tunisie (Donner une ou plusieurs réponses) ?

- ☐ Une République laïque    ☐ Une République arabo-islamique  
☐ Un Etat civil et démocratique    ☐ Un Etat libre, indépendant et souverain ; sa religion est l'Islam, sa langue est l'arabe et son régime est la République

12/ Pensez-vous que les atteintes au sacré doivent être punies par la Loi ?

- ☐ OUI    ☐ NON

13/ En cas de conflit, que pensez-vous qu'on devrait faire prévaloir ?

- ☐ La protection du sacré    ☐ La liberté d'expression

14/ Comment l'ANC devrait-elle, selon vous, prendre l'avis des organisations de la société civile dans la rédaction de la Constitution ? (à classer en fonction de l'importance)

- ☐ Organiser des auditions décentralisées et thématiques  
☐ Inviter des représentants de la société civile dans les séances des commissions constituintes  
☐ Organiser une consultation nationale online  
☐ Organiser des visites dans les localités à l'intérieur du pays  
☐ Faire un appel public aux contributions  
☐ autre, à préciser

15/ Qui du président de la République ou du Président du gouvernement devrait avoir le plus de pouvoirs au sein de l'exécutif ?

- ☐ Président de la République  
☐ Président du Gouvernement

16/ Etes-vous d'accord avec les affirmations suivantes ?

1=Fortement d'accord, 2=D'accord, 3=Moyennement d'accord, 4=Faiblement d'accord, 5=Pas d'accord, Je ne sais pas

Affirmations

- Le Président doit avoir plus de pouvoirs que l'Assemblée élue
- Le Président de la République doit seulement avoir des pouvoirs symboliques
- Les citoyens sont libres de manifester même sans autorisation préalable
- La Constitution doit garantir le droit au travail pour tous
- La Constitution doit garantir le droit au logement
- La Constitution doit assurer le droit du citoyen à l'information
- La nouvelle constitution doit garantir le droit de manifester

17/ Pensez-vous que la Constitution doit nécessairement faire l'objet d'un référendum populaire de ratification, même si elle obtient la majorité qualifiée requise au niveau de l'ANC ?

- ☐ OUI    ☐ NON    ☐ JE NE SAIS PAS

## PARTIE II: ETAT DE DROIT (JUSTICE/JUSTICE TRANSITIONNELLE/SECURITE)

1/ Comment comprenez-vous le concept de justice transitionnelle ?

- ☐ Un processus qui privilégie le pardon et la réparation sur la justice  
☐ Une justice d'exception  
☐ Un processus global incluant vérité, justice, réparation et garanties de non répétition  
☐ autre, à préciser

2/ Quelle autorité devrait selon vous conduire le processus de justice transitionnelle ?

- ☐ Les tribunaux ordinaires  
☐ Une instance indépendante  
☐ Le gouvernement  
☐ Le futur Parlement



☐ autre, à préciser

3/ Quelles sont vos attentes concernant les décisions au sujet des violations des droits de l'homme ? (classez par ordre de priorité)

- ☐ Indemniser les victimes et leurs ayants droits
- ☐ Juger les auteurs des exactions
- ☐ Pardonner pour faciliter la réconciliation nationale
- ☐ autre, à préciser

4/ Quelle devrait être, selon vous, la période de référence à prendre en compte dans le cadre du processus de justice transitionnelle ?

- ☐ Depuis 1956
- ☐ Depuis novembre 1987
- ☐ De décembre 2010 à janvier 2011

5/ Doit-on poursuivre juridiquement les personnes ayant collaboré avec l'ancien régime ? (1 réponse possible)

- ☐ Oui, tous sans exception
- ☐ Oui, les leaders et les cadres nationaux du parti RCD seulement
- ☐ Oui, les personnes ayant obtenu des privilèges (financiers ou professionnels) importants
- ☐ Oui, les personnes complices d'atteintes graves aux droits de l'Homme
- ☐ Non, il ne faut pas les poursuivre, mais plutôt les aider à se réinsérer

6/ Doit-on, selon vous, exclure les responsables de l'ex-RCD de la vie politique ?

- ☐ Seulement les dirigeants nationaux (membres du gouvernement, du parlement, du bureau politique du parti)
- ☐ Les catégories précédentes plus les dirigeants régionaux
- ☐ Les deux catégories précédentes plus les dirigeants locaux (chefs de cellules du Parti)
- ☐ Tous les mounachidines

7/ Les tribunaux vous semblent-ils facilement accessibles ?

- ☐ OUI    ☐ NON

Quels sont, selon vous et par ordre de priorité, les principaux dysfonctionnements de l'appareil judiciaire ?

- ☐ La lenteur

☐ Le coût excessif

- ☐ La complexité
- ☐ La corruption
- ☐ autre, à préciser

8/ Quelle est votre appréciation de l'évolution de la situation générale de la sécurité dans le pays à l'heure actuelle ?

- ☐ La situation s'améliore
- ☐ La situation s'aggrave
- ☐ La situation est stationnaire
- ☐ Je ne sais pas

9/ Quels jugements portez-vous sur l'action des forces de sécurité ?

- ☐ très négatif
- ☐ plutôt négatif
- ☐ neutre
- ☐ plutôt positif
- ☐ très positif

10/ Comment pensez-vous qu'il faudrait assainir les secteurs de la justice et de la sécurité ? (hiérarchiser les réponses)

- ☐ Limoger les personnes les plus impliquées sous l'ancien régime
- ☐ Rééduquer et réinsérer les personnes ayant servi sous l'ancien régime
- ☐ Recruter un personnel nouveau
- ☐ autre, à préciser

### **PARTIE III: LA LUTTE CONTRE LA CORRUPTION**

1/ La corruption vous paraît-elle aujourd'hui en Tunisie :

- ☐ Un phénomène généralisé et systémique
- ☐ Un problème parmi d'autres
- ☐ Un problème négligeable
- ☐ Je ne sais pas

2/ Avez-vous entendu parler des efforts engagés pour lutter contre la corruption ?

- ☐ Oui    ☐ Non

3/ Si Oui, de la part de :

- ☐ Le gouvernement
- ☐ Les organisations de la société civile

- ☐ Le Parlement
- ☐ La Cour des Comptes
- ☐ Commission Ben Amor/Instance de Lutte Contre la Corruption
- ☐ Médias (TV, radio, presse, réseaux sociaux)

4/La lutte contre la corruption devrait-elle, selon vous, être de la responsabilité de : (classez vos réponses du plus au moins impliqué)

- ☐ Le gouvernement
- ☐ Le Parlement
- ☐ Les médias
- ☐ Les organisations de la société civile
- ☐ Le secteur privé
- ☐ Une instance indépendante de lutte contre la corruption
- ☐ Autre, à préciser    ☐ Je ne sais pas

5/ Quelle est selon vous l'approche la plus efficace pour lutter contre la corruption (classez par ordre de priorités) ?

- ☐ La prévention
- ☐ La répression
- ☐ L'amélioration des salaires et des conditions de travail des fonctionnaires
- ☐ La formation et la sensibilisation
- ☐ La protection des dénonciateurs
- ☐ Autre, à préciser    ☐ Je ne sais pas

6/ Quelles sont selon vous les secteurs les plus touchés par la corruption ? (classez les secteurs selon l'incidence de la corruption, du plus au moins touché).

- ☐ Système éducatif
- ☐ Appareil de sécurité
- ☐ Les services fiscaux
- ☐ Les services douaniers
- ☐ Les marchés publics
- ☐ La justice
- ☐ La santé
- ☐ Autre, à préciser

**PARTIE IV: PARTICIPATION POLITIQUE**

1/ Pensez-vous que la démocratie est d'abord (choisir au maximum 3 options) :

Un moyen de garantir la jouissance des droits de l'homme	N
La liberté de faire ce qu'on veut	
Un outil de développement	
Un mécanisme pour choisir les gouvernants	
Un mécanisme pour demander des comptes aux gouvernants	
Un système de gouvernement fondé sur la volonté du peuple, qui choisit ses dirigeants et en juge l'action	
Une idée importée de l'occident et inadaptée à la Tunisie	
Un moyen d'encourager le désordre	
Autre (précisez)	
Je ne sais pas	

2/ Parmi les formes d'actions suivantes, lesquelles vous paraissent les plus appropriées pour permettre des changements positifs dans la société ?

- ☐ Voter
- ☐ Manifester ou faire des sit-in
- ☐ Militer dans un parti politique
- ☐ Militer au sein d'une association/ONG
- ☐ Faire grève
- ☐ Ne se prononce pas
- ☐ Autre (précisez)

3/ L'organisation d'élections libres et transparentes est-elle d'abord de la responsabilité de :

- ☐ Gouvernement
- ☐ Instance indépendante
- ☐ Je ne sais pas    ☐ Autre (précisez)

4/ Quelles sont, selon vous, les institutions garantes de la réussite de la transition (classez par ordre d'importance) ?

INSTITUTIONS	N
La Présidence de la République	
Le Gouvernement	
Les partis politiques	
L'Assemblée Nationale Constituante	
Les syndicats	
L'armée	
La société civile	

Les médias	
Je ne sais pas	

5/ Pensez-vous qu'il y a eu un renouvellement de la classe politique depuis la révolution?

- ☐ Pas du tout  
☐ Partiellement  
☐ Totalement  
☐ Je ne sais pas

6/ Selon vous, sur quels critères la classe politique tunisienne devra être jugée? (classez par ordre d'importance)

Critères	N
Promesses tenues/actes concrets	
Credo et principes	
Qualité de la contribution au débat politique	
Honnêteté et rigueur morale	
Compétence	
Autre (précisez)	

7/ Comment pensez-vous qu'on pourrait approfondir la décentralisation dans le pays ? (Classez par ordre de priorités)

A travers l'élection de conseils régionaux
A travers l'autonomie financière des collectivités locales (régions, municipalités)
En mettant en place des mécanismes permettant de consulter les citoyens sur les priorités locales de développement (consultations ou référendum local)
En affectant un pourcentage des ressources prélevées dans les régions au développement local

8/ Cochez les 5 chantiers sur lesquels l'action du gouvernement devrait se focaliser ?

La réduction du chômage et de la pauvreté	
La réduction des disparités régionales	
L'éducation	
La santé publique	
La sécurité	
L'environnement	

La protection des Droits de l'homme	
La protection des Droits des femmes	
La lutte contre la corruption	
La justice transitionnelle	
La modernisation de l'administration	
Les loisirs et le sport	

9/ Pensez-vous que les droits de la femme sont actuellement :

- ☐ Menacés  
☐ Suffisamment garantis et protégés  
☐ Je ne sais pas

10/ Quelle est selon vous la meilleure approche pour promouvoir l'accès des femmes au processus décisionnel ?

- ☐ Un quota de sièges spécifiquement réservé aux femmes  
☐ La parité sur les listes électorales  
☐ Des incitations financières au profit des partis qui présentent suffisamment de femmes en position éligible  
☐ Laisser le choix aux partis politiques selon les circonstances (approche volontaire)  
☐ autre, à préciser  
☐ Je ne sais pas

11/ Comment pensez-vous que les jeunes doivent s'impliquer dans la vie publique ?

- ☐ S'engager dans la vie du quartier ou de la cité  
☐ S'engager dans les syndicats  
☐ S'engager dans les organisations de la société civile, y compris les organisations de jeunes  
☐ Militer davantage au sein des partis politiques  
☐ Autre, à préciser

12/ Quelles sont vos attentes concernant les politiques publiques à mener en faveur de la jeunesse ?

- ☐ Favoriser l'emploi des jeunes  
☐ Lutter contre les inégalités sociales  
☐ Améliorer la qualité de la formation, l'éducation et l'enseignement  
☐ Donner plus de moyens pour les infrastructures sportives, éducatives et les équipements de loisirs  
☐ Donner un espace de dialogue pour les jeunes dans les médias et l'espace public

☐ Autre, à préciser

13/ Avez-vous le sentiment que les jeunes possèdent tous les mêmes chances de réussir socialement ?

- ☐ Tout à fait d'accord  
☐ Plutôt d'accord  
☐ Moyennement d'accord  
☐ Plutôt pas d'accord  
☐ Pas du tout d'accord  
☐ Je ne sais pas

14/ Vous intéressez-vous à la politique en général ?

- ☐ Oui, tout à fait  
☐ Oui, plutôt  
☐ Non, plutôt pas  
☐ Non, pas du tout

15/ Durant la dernière année, avez-vous :

Été contacté par un homme politique ?	OUI	NON
Contacté un homme politique ?		
Signé une pétition ?		
Participé à une manifestation publique ?		
Participé à un sit-in ?		
Participé à une grève ?		
Suivi à la télévision les débats de l'ANC ?		
Participé à un meeting politique ?		
Communiqué votre avis politique via les réseaux sociaux ?		
Donné de l'argent à un parti politique ?		
Donné de l'argent à une association ?		

16/ Quel est votre degré d'implication auprès d'une organisation de la société civile (association dans n'importe quel domaine, syndicat...) ?

- ☐ Simple Adhérent  
☐ Membre actif ponctuel  
☐ Militant actif  
☐ Responsable associatif  
☐ Sympathisant  
☐ Aucun

17/ Quel est votre degré d'implication dans un parti politique?

- ☐ Sympathisant  
☐ Simple Adhérent  
☐ Militant actif  
☐ Responsable au sein du parti  
☐ Aucune appartenance politique

18/ Avez-vous voté aux dernières élections?

- ☐ Oui ☐ Non ☐ J'ai voté blanc  
☐ Je ne souhaite pas répondre

19/ Comptez-vous voter aux prochaines élections?

- ☐ Oui  
☐ Non  
☐ Je voterai blanc  
☐ Je ne sais pas  
☐ Je ne souhaite pas répondre

## PARTIE V: SITUATION SOCIO-ECONOMIQUE

1/ Quel âge avez-vous ?

15	16	17	18	19	20	21	22	23	24	25	26	27	28	29	30

2/ Vous êtes :

- ☐ Homme ☐ Femme

3/ Etat matrimonial :

- ☐ célibataire ☐ marié ☐ veuf ☐ divorcé

4/ Avez-vous des enfants ?

- ☐ Oui ☐ Non

5/ Nombre de personnes vivant dans le ménage.....personnes

6/ Quel est votre niveau d'études ?

- ☐ 1. Je n'ai pas étudié  
☐ 2. Primaire ou 1er cycle de l'enseignement de base  
☐ 3. Secondaire ou 2ème cycle de l'enseignement de base  
☐ 3. Formation professionnelle  
☐ 4. Universitaire (1er et 2ème cycle)  
☐ 5. Universitaire avancé (3ème cycle)



7/ Quelle est votre situation professionnelle actuelle ?

- ☐ Lycéen
- ☐ Etudiant
- ☐ Salarié du secteur privé
- ☐ Salarié du secteur public
- ☐ Travailleur indépendant
- ☐ Chef d'entreprise
- ☐ Chômeur à la recherche d'emploi
- ☐ Militaire
- ☐ Femme au foyer
- ☐ Autre

8/ Quel est votre revenu mensuel approximatif ?

- ☐ Moins de 200 DNT
- ☐ Entre 200 et 500 DNT
- ☐ Entre 500 et 1000 DNT
- ☐ Entre 1000 et 3000 DNT
- ☐ Entre 3000 et 6000 DNT
- ☐ Plus de 6000 DNT
- ☐ Ne souhaite pas répondre

Merci pour le temps et le soin que vous avez pris pour remplir le questionnaire

### Annexe 3. LISTE DES ILLUSTRATIONS

<i>Fig. 1 : Type d'activité (en %)</i>	10
<i>Fig. 2 : Niveau d'instruction (en %)</i>	10
<i>Fig. 3 : Suivez-vous régulièrement les travaux de l'ANC?</i>	10
<i>Fig. 4 : Suivez-vous régulièrement les travaux de l'ANC? (par classe d'âge)</i>	11
<i>Fig. 5 : A travers quels canaux ? (coché, %)</i>	11
<i>Fig. 6 : Le choix des réseaux sociaux par nature d'activité</i>	11
<i>Fig. 7 : Avez-vous une idée du contenu du draft de la Constitution? (%)</i>	11
<i>Fig. 8 : Vous sentez-vous impliqué dans le processus d'élaboration de la Constitution?</i>	12
<i>Fig. 9 : Connaissez-vous des élus de l'ANC de votre gouvernorat?</i>	12
<i>Fig. 10 : Quelles doivent être, selon vous, les missions de l'ANC? (choisir 3 options)</i>	13
<i>Fig. 11 : Parmi les questions suivantes, quelles sont, à votre avis, celles qui doivent être discutées prioritairement au sein de l'ANC (classez par ordre de priorité) ?</i>	13
<i>Fig. 12 : A votre avis, la Constitution doit-elle faire référence au corpus des valeurs universelles des droits de l'homme ?</i>	13
<i>Fig. 13 : Parmi les droits/libertés suivants quels sont, ceux qui doivent être garantis par la Constitution ?</i>	14
<i>Fig. 14 : Comment définiriez-vous la Tunisie (une seule réponse possible) ? (%)</i>	14
<i>Fig. 15 : Pensez-vous que les atteintes au sacré doivent être punies par la Loi?</i>	15
<i>Fig. 16 : En cas de conflit, que pensez-vous qu'on devrait faire prévaloir?</i>	15
<i>Fig. 17 : Comment l'ANC devrait-elle, selon vous, prendre l'avis des organisations de la société civile dans la rédaction de la Constitution ? (choisir au maximum 3 réponses)</i>	15
<i>Fig. 18 : Etes-vous d'accord avec les affirmations suivantes ? (%)</i> (Fortement d'accord, D'accord et Pas d'accord):	15
<i>Fig. 19 : Etes-vous d'accord avec les affirmations suivantes ? (%)</i> (Fortement d'accord, D'accord et Pas d'accord) :	16
<i>Fig. 20 : Etes-vous d'accord avec les affirmations suivantes ? (%)</i> (Fortement d'accord, D'accord et Pas d'accord) :	16
<i>Fig. 21 : Etes-vous d'accord avec les affirmations suivantes ? (%)</i> (Fortement d'accord, D'accord et Pas d'accord)	17
<i>Fig. 22 : Comment comprenez-vous le concept de justice transitionnelle ?</i> Une seule réponse possible	17
<i>Fig. 23 : Quelle autorité devrait selon vous conduire le processus de justice transitionnelle ?</i> Une seule réponse possible	18
<i>Fig. 24 : Quelle devrait être, selon vous, la période de référence à prendre en compte dans le cadre du processus de justice transitionnelle ? (%)</i>	19
<i>Fig. 25 : Les tribunaux vous semblent-ils facilement accessibles ? (%)</i>	19
<i>Fig. 26 : Quels sont, selon vous et par ordre de priorité, les principaux dysfonctionnements de l'appareil judiciaire ? (%)</i>	19
<i>Fig. 27 : Quelle est votre appréciation de l'évolution de la situation générale de la sécurité dans le pays à l'heure actuelle ? (%)</i>	19
<i>Fig. 28 : Quels jugements portez-vous sur l'action des forces de sécurité ? (%)</i>	20

<i>Fig. 29: Comment pensez-vous qu'il faudrait assainir les secteurs de la justice et de la sécurité ? (hiérarchiser les réponses)</i>	20
<i>Fig. 30: La corruption vous paraît-elle aujourd'hui en Tunisie (%)</i>	21
<i>Fig. 31: Avez-vous entendu parler des efforts engagés pour lutter contre la corruption ? (%)</i>	21
<i>Fig. 32: La lutte contre la corruption devrait-elle, selon vous, être de la responsabilité de : (classez vos réponses de 1 à 3):</i>	21
<i>Fig. 33: Quelle est selon vous l'approche la plus efficace pour lutter contre la corruption (classez vos réponses de 1 à 3)</i>	22
<i>Fig. 34: Quelles sont selon vous les secteurs les plus touchés par la corruption ? (classez vos réponses de 1 à 3)</i>	22
<i>Fig. 35: Pensez-vous que la démocratie est d'abord (choisir au maximum 3 options)(%)</i>	23
<i>Fig. 36: Parmi les formes d'actions suivantes, lesquelles vous paraissent les plus appropriées pour permettre des changements positifs dans la société ?</i>	23
<i>Fig. 37: L'organisation d'élections libres et transparentes est-elle d'abord de la responsabilité de: (%)</i>	23
<i>Fig. 38: Quelles sont, selon vous, les institutions garantes de la réussite de la transition (classez par ordre d'importance) ? Grande importance, importance moyenne et pas d'importance (%)</i>	24
<i>Fig. 39: Pensez-vous qu'il y a eu un renouvellement de la classe politique depuis la Révolution?</i>	24
<i>Fig. 40: Selon vous, sur quels critères la classe politique tunisienne devra être jugée? (noter de 1 à 3) (%)</i>	25
<i>Fig. 41: Comment pensez-vous qu'on pourrait approfondir la décentralisation dans le pays ? (Classez par ordre de priorités) : Première priorité pour approfondir la décentralisation dans le pays (%)</i>	25
<i>Fig. 42: Cochez les 5 chantiers sur lesquels l'action du gouvernement devrait se focaliser (Coché, %)</i>	25
<i>Fig. 43: L'action du gouvernement devrait se focaliser sur la sécurité... par région économique</i>	25
<i>Fig. 44: L'action du gouvernement devrait se focaliser sur l'éducation... (coché, effectifs) par région économique</i>	26
<i>Fig. 45: Pensez-vous que les droits de la femme sont actuellement?</i>	26
<i>Fig. 46: Pensez-vous que les droits de la femme sont actuellement par genre... (%)</i>	26
<i>Fig. 47: Pensez-vous que les droits de la femme sont actuellement par région économique (%)</i>	27
<i>Fig. 48: Quelle est selon vous la meilleure approche pour promouvoir l'accès des femmes au processus décisionnel ? (2 ou plus) (%)</i>	27
<i>Fig. 49: Comment pensez-vous que les jeunes doivent s'impliquer dans la vie publique ? (2 ou plus) (coché, %)</i>	27
<i>Fig. 50: Quelles sont vos attentes concernant les politiques publiques à mener en faveur de la jeunesse ? (coché, %)</i>	28
<i>Fig. 51: Avez-vous le sentiment que les jeunes possèdent tous les mêmes chances de réussir socialement ? (%)</i>	28
<i>Fig. 52: Vous intéressez-vous à la politique en général ? (%)</i>	29
<i>Fig. 53: Vous intéressez-vous à la politique en général, par région économique</i>	30
<i>Fig. 54: Durant la dernière année, avez-vous?</i>	30

<i>Fig. 55 : Quel est votre degré d'implication auprès d'une organisation de la société civile (association dans n'importe quel domaine, syndicat...) ?</i>	30
<i>Fig. 56 : Quel est- votre degré d'implication dans une organisation de la société civile, par région économique</i>	30
<i>Fig. 57 : Quel est votre degré d'implication dans un parti politique?</i>	31
<i>Fig. 58 : Avez-vous voté aux dernières élections? (%)</i>	31
<i>Fig. 59 : Avez-vous voté aux dernières élections? Par région économique (%)</i>	43
<i>Fig. 60 : Comptez-vous voter aux prochaines élections? (%)</i>	44

#### **Annexe 4. LISTE DES TABLEAUX**

<i>Tab. 1 : Répartition des délégations et des jeunes échantillons par milieu et gouvernorat :</i>	17
<i>Tab. 2 : Exemple de tableau statistique : milieu communal du gouvernorat de Tunis</i>	18
<i>Tab. 3 : Exemple de feuille de quotas : milieu communal du gouvernorat de Tunis</i>	18
<i>Tab. 4 : Milieu de résidence</i>	21
<i>Tab. 5 : Régions économiques</i>	39
<i>Tab. 6 : Répartition de l'échantillon selon le genre</i>	40
<i>Tab. 7 : Répartition de l'échantillon par classe d'âge</i>	40
<i>Tab. 8 : Quelles sont vos attentes concernant les décisions au sujet des violations des droits de l'homme ? (une seule réponse)</i>	43
<i>Tab. 9 : Doit-on poursuivre juridiquement les personnes ayant collaboré avec l'ancien régime ? (1 réponse possible)</i>	43
<i>Tab. 10 : Doit-on, selon vous, exclure les responsables de l'ex-RCD de la vie politique ?</i>	43
<i>Tab. 11 : La source par laquelle vous avez entendu parler des efforts engagés pour lutter contre la corruption</i>	43





Le PNUD forge des partenariats à tous les niveaux de la société pour aider à construire des nations résilientes, afin de mener à bien une croissance qui améliore la qualité de vie de chacun. Présents dans 177 pays et territoires, nous offrons une perspective mondiale et des connaissances locales au service des peuples et des nations.

Les opinions exprimées dans cette publication sont celles de leur(s) auteur(s) et ne représentent pas nécessairement celles des Nations Unies, y compris le PNUD, ni des Etats Membres.

**Enquête réalisée par le bureau d'études TPAD**

Y ont collaboré :

M. Mohamed Kriaa

M<sup>me</sup> Yosr Abid Fourati

M<sup>lle</sup> Aida Doggui Moreno

M. Imed Melliti

M. Karim Ben Kahla

**Travail supervisé pour le PNUD par :**

M. Mohamed El Mounir

M. Abderrahman El Yessa

**Programme des Nations Unies  
pour le développement**

41bis, Avenue Louis Braille,  
Impasse Louis Braille,  
Cité El Khadhra, 1003 Tunis

Tél.: (+216) 71 904 011  
(+216) 71 904 132  
Fax: (+216) 71 900 668

[registry.tn@undp.org](mailto:registry.tn@undp.org)

[www.tn.undp.org](http://www.tn.undp.org)

**Avril 2013**

